

CONTINUITÉ

An aerial, isometric illustration of a village. The central focus is a large church with a dark blue roof and two spires, which is surrounded by scaffolding and ladders, indicating it is under renovation. Numerous small figures of people are scattered throughout the scene, some standing near the church, others near other houses. The village is set in a green landscape with a river or stream flowing through it. In the background, there are dark green hills with pine trees. The overall style is clean and modern, using a muted color palette of blues, greens, and greys.

HIVER 2020 — N° 163 — 9 \$ — DEPUIS 1982

DOSSIER PATRIMOINE BÂTI

Agir localement

INFO

PATRIMOINE

- Découvrir
- Restaurer
- Protéger et réglementer
- Savoir-faire d'ici

Découvrez en quelques clics notre patrimoine culturel sous toutes ses formes.

infopatrimoine.ca

Ville de Rivière-du-Loup
 MRC de Rivière-du-Loup
 Entente de développement culturel Québec

CONTINUITÉ

HIVER 2020 N°163

Le magazine *Continuité* est un trimestriel publié par les Éditions Continuité inc. Fondé en 1982 par le Conseil des monuments et sites du Québec (aujourd'hui Action patrimoine), *Continuité* bénéficie de l'appui d'Action patrimoine, du Conseil des arts et des lettres du Québec, de la Ville de Québec et de la Fondation québécoise du patrimoine. Le magazine reconnaît également l'appui financier du gouvernement du Canada.

Continuité est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP) et il est répertorié dans Repère. Les anciens numéros de *Continuité* sont disponibles en ligne à l'adresse erudit.org.

Abonnement (4 numéros par année)

36,79 \$ pour 1 an — 68,99 \$ pour 2 ans

Contactez-nous au 514 397-8670 ou à abonnement@sodep.qc.ca

Conseil d'administration : Guy Drouin (président), France Rémillard (vice-présidente), Éliane Trottier et Mélanie St-Hilaire

Comité de rédaction : Denis Boucher, Jeanne Couture, Renée Genest, Patrice Groulx, Pierre Lahoud, Mélanie St-Hilaire et François Varin

Rédactrice en chef : Josiane Ouellet

Rédaction et révision : Biendit et Blabla rédaction

Correction d'épreuves : Annie Paré et Biendit

Collaboratrice : Annie Paré

Graphisme : Lydie Colaye

Grille graphique : Jean-François Proulx

Publicité : Yves Vallières

Comptabilité : Guillaume Daguet

Service des abonnements : SODEP

Impression : Deschamps Impression

Distribution postale : Les Ateliers TAQ

Vente en kiosque : Messageries Dynamiques

Correspondance :

Éditions Continuité — 82, Grande Allée Ouest, Québec (Québec) G1R 2G6

418 647-4525 — continuite@magazinecontinuite.qc.ca — magazinecontinuite.com



Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives du Canada

ISSN (imprimé) 0714-9476 / ISSN (numérique) 1923-2543

ISBN (imprimé) 978-2-922527-79-7 / ISBN (pdf) 978-2-922527-80-3

Toute reproduction ou adaptation est interdite sans l'autorisation de *Continuité*.

Poste publications n° 0040010902

Port payé à Québec

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, chapeaux, sous-titres, intertitres, légendes et le choix des illustrations sont généralement de la rédaction. Le générique masculin est employé dans le seul souci d'alléger le texte.

Le magazine *Continuité* n'est pas responsable de la qualité des services offerts par les entreprises qui s'annoncent dans ses pages.

ACTION PATRIMOINE



Conseil des arts et des lettres du Québec



FONDATION QUÉBÉCOISE du patrimoine



En couverture

Illustration : Romain Lasser

Sommaire

5 BILLET

Josiane Ouellet

7 NOUVELLES

10 FICHE TECHNIQUE

Connaître et entretenir les moulures

François Varin

12 IDÉES

Entre raison et émotion

Anne-Sophie Desprez

16 CONSERVATION

Une lettre à la mer

Patricia Bufo



41 MÉMOIRE

Un engagement naturel

Réhaume Courtois

44 FRANCHIR LES SEUILS

Décors équatoriens

Mélissa Mars

46 PUBLICATIONS

48 POINT DE MIRE

Une vision pour les paysages



19 DOSSIER
PATRIMOINE BÂTI

20 ENJEUX

Nourrir la fierté

Mickaël Bergeron

24 OUTILS

Des moyens d'agir

Josiane Ouellet

28 MUNICIPALITÉS EN ACTION

Soins de première ligne

Valérie Gaudreau

34 CITOYENS EN ACTION

Histoires de passion

Josianne Desloges

38 INITIATIVE

La culture par les fraises

Mélanie St-Hilaire



SUR LE WEB

L'Anse-au-Griffon. Des citoyens visionnaires

Julie Pineault



PATRIMOINE & ARCHITECTURE

- Évaluation patrimoniale
- Inventaire du patrimoine bâti
- Étude de caractérisation
- Guide d'intervention
- Circuit patrimonial



1365, rue Frontenac
Québec (Québec)
G1S 2S6

418.648.9090

www.patri-arch.com

4^E ÉDITION
12-14
mars
2020




maestria
MÉTIERS D'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE

MARCHÉ BONSECOURS

Informations

France Girard 418 694-0260 #214 france.girard@metiersdart.ca

Les Rendez-vous Maestria, le rassemblement annuel des acteurs chargés de protéger et de promouvoir notre bâti patrimonial et contemporain et les savoir-faire spécialisés.

Une rencontre privilégiée entre artisans, professionnels et grand public! **Architectes, designers, propriétaires privés et institutionnels, décideurs publics, amateurs éclairés venez:**

RENCONTRER des artisans détenteurs d'une expertise unique: ébénistes, tailleurs de pierre, ferronniers d'art, charpentiers traditionnels, peintres-décorateurs, etc.

ASSISTER à un programme de conférences riche et varié ainsi qu'à des démonstrations de savoir-faire.

Une production du



En collaboration avec



#maestria2020

#rendezvousmaestria2020

rendezvousmaestria.ca

350, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal



Michel Gilbert
Ébéniste-restaureur

Services offerts :

- Restauration mobilier et objets d'art anciens
- Achat, vente, consignation
- Évaluations, successions, conseils
- Transport et livraison

Bienvenue, sur rendez-vous ou par chance

418 253-5128 • 1 888 515-5128

doucine@globetrotter.net

www.michelgilbertebeniste.com

Patrimoine bâti : y voir de près

JOSIANE OUELLET
RÉDACTRICE EN CHEF

Dans la foulée du premier Sommet national du patrimoine bâti du Québec, tenu en novembre 2017, *Continuité* consacrait son numéro d'hiver 2018 aux organismes qui travaillent sans relâche à la sauvegarde de cette forme d'héritage. Parmi les articles publiés, celui de Jeanne Corriveau s'ouvrait avec une grande photo de la maison Boileau, à Chambly, une résidence construite vers 1820, témoignant de l'histoire des patriotes. Avec ce choix, il s'agissait d'illustrer un bon coup. En 2016, des citoyens et des groupes de défense du patrimoine s'étaient mobilisés pour empêcher la démolition du bâtiment. Résultat : la Ville l'avait acquis dans l'optique de le transformer en bureau d'information touristique. On croyait sa pérennité assurée...

Moins d'un an plus tard, le 22 novembre 2018, coup de théâtre amèrement ironique ! Le directeur général de la Municipalité autorise la destruction de la demeure. Cette décision déchaîne les passions et attire l'attention des médias nationaux.

La sauvegarde de notre legs bâti passe par un travail de longue haleine grâce auquel il ne devrait plus être nécessaire, théoriquement, d'intervenir *in extremis*.

Depuis, notre héritage architectural en danger fait régulièrement les manchettes. En octobre dernier, Action patrimoine organisait un colloque — Patrimoine bâti, agir au quotidien — en lien avec l'actualité des derniers mois. Invité à l'événement, le journaliste au *Devoir* Jean-François Nadeau a évoqué une vingtaine de cas dont il a récemment traité. C'est « considérable et inquiétant », constate-t-il.

Pourquoi organiser une journée d'échanges sur la gestion du patrimoine au jour le jour dans un tel contexte ? Parce qu'il ne suffit pas de réagir à partir du moment où un édifice est menacé. La sauvegarde de notre legs bâti passe par un travail de longue haleine grâce auquel il ne devrait plus être nécessaire, théoriquement, d'intervenir *in extremis*.

Saisissant la balle au bond, nous vous proposons à présent de regarder de près ce qui se passe à l'échelle locale. Comment réussir à préserver les bâtiments significatifs dans nos communautés ? Quels ingrédients catalysent les forces en présence ou font cruellement défaut ?

Nous pensons d'emblée à l'attachement de la population et des élus à leur héritage architectural, leur conscience de sa valeur et de l'importance de le conserver, leur volonté d'agir. Mais ont-ils les ressources financières, l'expertise et les outils pour le faire ?

S'il s'avère crucial de sensibiliser tout un chacun à l'intérêt du patrimoine, il apparaît également important de se pencher sur les moyens dont les villes disposent pour le protéger. Notre dossier aborde ces questions, en plus de les ancrer dans la réalité en donnant plusieurs exemples d'initiatives inspirantes mises en œuvre par des municipalités autant que par des citoyens.



RESTAURATION ET RÉHABILITATION

La Ferme des Quatre-Temps
Hemmingford, Québec

EVOQ

ARCHITECTURE

evoqarchitecture.com

Atelier de ferblanterie
MBR

- ❖ corniche architecturale
- ❖ toiture à la canadienne
- ❖ toiture à baguettes
- ❖ bardeau de cèdre
- ❖ cuivre
- ❖ toiture à joints pincés
- ❖ ardoise
- ❖ écailles de poisson

Atelier
600, rue Leclerc, bureau 2
Repentigny, Qc, J6A 4X7
Tél.: 514 346 3691
Télec.: 450 657 2863

« Le résultat obtenu est de **grande qualité** et respecte le caractère original des éléments architecturaux. »
- PRIX DE L'ARTISAN 2011



OCULUS

RÉVISION • RÉDACTION

Marie-Élaine Gadbois

Révisseuse agréée • Rédactrice spécialisée en patrimoine et en histoire

Le patrimoine conjugué à tous les temps!

www.oculusrevision.com • T 418 999-2404

Nouvelles

HIVER 2020



Maison Vien-Arpin

Source : APMAQ

LES MEILLEURS MAÎTRES DE MAISON

L'association Amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec (APMAQ) a remis ses distinctions annuelles en octobre dernier. Le prix Robert-Lionel-Séguin, qui récompense une personne ayant contribué de façon majeure à l'étude, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine québécois, est allé à Marie Dumais, conceptrice et réalisatrice de l'émission *Passion maisons*. Diffusée sur Historia jusqu'en 2011, la série documentaire présentait des passionnés qui avaient consacré des années de leur vie à faire revivre des bâtiments anciens. Elle a ainsi sensibilisé de nombreux téléspectateurs à la protection du patrimoine bâti. Par ailleurs, Suzanne Bousquet et Pierrot Arpin ont remporté le prix Thérèse-Romer, qui vise à reconnaître des membres de l'APMAQ ayant contribué à la conservation et la mise en valeur d'une maison ancienne. Par un curieux hasard, les lauréats étaient des « fans finis » de *Passion maisons*, ce qui les a convaincus de se lancer dans la restauration d'une résidence d'époque. En 2008, ils acquéraient la maison Vien-Arpin, résidence en briques datant de 1903 et construite dans le style monumental néoclassique anglais, située à Saint-Hyacinthe. Ils l'ont dotée d'une cuisine d'été parfaitement intégrée à l'ensemble. Malgré cet ajout, ils ont su préserver l'authenticité de leur demeure, en récupérant les matériaux anciens et en remplaçant les éléments rénovés par d'autres conformes au style et à l'époque.

CONTEUR DU PATRIMOINE

Le gouvernement du Québec a dévoilé début novembre le lauréat du prix Gérard-Morisset 2019. La plus haute distinction en matière de patrimoine a été remise cette année à Jocelyn Bérubé, comédien, musicien et auteur-compositeur. L'artiste multidisciplinaire se distingue par ses contes historiques. Il propose des récits où se mêlent

poésie et musique, soutenus tantôt par le cinéma d'animation et la bande dessinée, tantôt par le théâtre de marionnettes et la musique. Depuis près de 50 ans, Jocelyn Bérubé parcourt le Québec avec ses spectacles et ateliers scolaires. Ses contes sont repris partout dans le monde, permettant au patrimoine québécois de contribuer au métissage interculturel.

UN CLASSEMENT PAS VOLÉ

Le précédent numéro de *Continuité* était consacré au patrimoine aéronautique. Tout indique qu'un site participant de cet héritage, les Tours-de-Guet-de-Sainte-Flavie, dans le Bas-Saint-Laurent, sera bientôt classé en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel! Au début de la Seconde Guerre mondiale, l'armée canadienne a construit une centaine d'aérodromes partout au pays pour former ses aviateurs. Érigées en 1940 et en 1942, les tours de Sainte-Flavie appartenaient à la 9^e École de bombardement et de tir de Mont-Joli. Les formateurs y surveillaient les apprentis mitrailleurs au-dessus du fleuve Saint-Laurent. Les tours, représentatives des bâtiments construits par l'armée au cours de cette période, ont une valeur architecturale autant qu'historique. Elles ont depuis été transformées en résidences.



Une des tours de guet de Sainte-Flavie

Photo : Marie-Ève Bonenfant, MCC

CORVÉE DE RÉNO CHEZ O'BRIEN

Le 17 septembre, un incendie ravageait le rez-de-chaussée du Magasin général O'Brien, qui avait ouvert ses portes en 1909 sur la plus ancienne rue de Black Lake, à Thetford Mines. Peu après le sinistre, le milieu culturel de la région a affirmé son intention de remettre en état le bâtiment, qui sert de centre d'interprétation depuis le début des années 2000. La Société du patrimoine de Thetford Mines, aujourd'hui propriétaire des lieux, a reçu le soutien de la

Ville pour lancer l'opération Ensemble, redonnons vie au Magasin général O'Brien. Son objectif : obtenir de l'aide pour nettoyer et réparer le local, puis pour regarnir les étagères afin de redonner son cachet authentique à ce témoin d'une époque aujourd'hui révolue. Pour contribuer aux efforts de restauration, contactez la Société du patrimoine de Thetford Mines par sa page Facebook.



L'Anse-à-Valleau, 1954
Photo : Raymond Jacobs

UN NEW-YORKAIS EN GASPÉSIE

Dans son exposition *Raymond Jacobs – Gaspésie, 1954*, le Musée de la Gaspésie présente les photographies prises par l'artiste américain durant un voyage avec sa femme en 1954. Parti de New York, le couple s'était rendu en voiture dans la péninsule gaspésienne. Surtout connu pour ses scènes urbaines et ses portraits de personnalités, Jacobs a su montrer autant le dur labeur de familles locales, croquées sur le vif dans leur quotidien de l'époque, que les paysages grandioses de ce coin de pays. L'exposition est présentée à Gaspé jusqu'au 4 octobre 2020. Aussi, le Musée vient de mettre en ligne 180 000 nouveaux documents appartenant au fonds Robin, Jones and Withman, l'une des plus anciennes entreprises exportatrices de morue séchée au pays. De grande valeur documentaire, ces archives complètent une collection de près de 230 000 documents, à consulter au museedelagaspesie.ca.

LAC SAINT-PIERRE : PÊCHE AUX SOUVENIRS

La MRC de Maskinongé a réalisé cinq capsules vidéo qui présentent autant de personnages bien connus du milieu maritime de la région. conteurs, pêcheurs ou amateurs d'histoire y racontent souvenirs et légendes liés au lac Saint-Pierre et à ses affluents. Intitulées *Y paraît que*, ces capsules ravivent la mémoire de savoirs traditionnels qui se perdent et de faits historiques presque oubliés. Elles ont été tournées dans le cadre du volet culturel de la Stratégie maritime du gouvernement du Québec. Pour les visionner, rendez-vous à maski.quebec, onglets Se divertir, Arts, culture et patrimoine, puis Patrimoine.

ÉTAPES DE CHARME DANS LES LAURENTIDES

La MRC Thérèse-De Blainville possède un patrimoine d'envergure : pas moins de 736 bâtiments et six ensembles d'intérêt architectural

ou historique ont été répertoriés sur son territoire. Pour mettre cet héritage en valeur, elle a récemment dévoilé un dépliant présentant son circuit de panneaux d'interprétation, consacré à 13 lieux ou bâtiments, le plus souvent centenaires. Les municipalités locales espèrent ainsi mieux faire connaître leur patrimoine bâti, alimenter la mémoire collective et intéresser les jeunes générations à l'histoire de leur milieu. À pied ou en voiture, partez à la découverte de la région! Ou visitez en ligne le site mrc-tdb.org/responsabilites/culture-patrimoine. Vous y trouverez d'autres ressources sur le sujet, dont un livre, une vidéo et une application mobile qui identifie 61 des plus beaux bâtiments privés et publics de la MRC.

LA FORGE FLAMBOIE DE NOUVEAU

Assiste-t-on à un regain de popularité du savoir-faire traditionnel? C'est ce que croient les responsables de l'exposition *Savoir-faire : la forge dans nos sociétés*, présentée dans l'ancienne station de pompage Riverside, à Montréal. Après la période industrielle, qui a vu nombre d'artisans céder leur place aux machines, la mondialisation et ses défis environnementaux nous ramènent vers la production à petite échelle, durable et écoresponsable. Jardiniers urbains, microbrasseries, restaurateurs de biens patrimoniaux reviennent à la forge pour obtenir des outils et des pièces fabriqués sur mesure. L'exposition présente l'évolution de cet artisanat et démystifie le travail du forgeron. Voilà une belle occasion de redécouvrir un métier traditionnel qui s'ancre dans la modernité.



La forge, ateliers de la Ville de Montréal dans les années 1950
Source : Archives de la Ville de Montréal, VM150-Y-1_2-077

VUES SUR LE BAS-SAINT-LAURENT

Le Musée du Bas-Saint-Laurent, à Rivière-du-Loup, inaugure une nouvelle exposition permanente. *Visages et paysages* met en lumière, à partir de photographies anciennes, les gens de la région, leur histoire et leur culture. En faisant ressortir la spécificité naturelle et culturelle du Bas-Saint-Laurent, ces clichés montrent l'évolution du paysage et des gens qui l'habitent. Tout au long du parcours, le visiteur est amené à découvrir des images saisissantes, aux mises en scène parfois surprenantes, chacune racontant une petite histoire sortie tout droit du passé. Une exposition incontournable pour qui veut (re)découvrir ce coin de pays!



Le Saint-Régis, Montréal

AFFLECKDELARIVA

Architecture • Restauration et conservation • Design urbain
T. 514.861.0133 • www.affleckdelariva.com



**BACCALaurÉAT
INTÉGRÉ EN
SCIENCES
HISTORIQUES ET
ÉTUDES
PATRIMONIALES**

BISHEP



LE PATRIMOINE UN DOMAINE D'ÉTUDES ET DE PRATIQUES

Le patrimoine représente les biens matériels (sites historiques et naturels, bâtiments anciens, objets de collection) et immatériels (savoir-faire traditionnels, pratiques sociales, arts du spectacle) qu'une société juge précieux, et qu'elle conserve et transmet aux générations futures pour assurer son développement.

UN BACCALaurÉAT TRANSDISCIPLINAIRE UNIQUE

Un baccalauréat unique au Québec avec ses disciplines complémentaires d'histoire, d'ethnologie, d'histoire de l'art, d'archivistique, d'archéologie et de muséologie. Il offre des bases méthodologiques et enrichit la pensée sur le patrimoine.

UNE FORMATION APPLIQUÉE TOURNÉE VERS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Des formations sur le terrain tant au Québec qu'à l'international. L'étudiant a la possibilité de s'inscrire à des cours d'été organisés conjointement avec une institution patrimoniale (musée, centre d'interprétation, service culturelle d'une ville) en plus de participer à un stage à la fin de ses études.

NOUS CONTACTER :

418-656-2131 #8419
aeshp@asso.ulaval.ca
info@flsh.ulaval.ca

Laurier Turgeon
Directeur du programme
Laurier.Turgeon@hst.ulaval.ca



Faculté des lettres et des sciences humaines
Département des sciences patrimoniales



CARREFOUR CULTUREL PAUL-MÉDÉRIC

- Expositions multidisciplinaires
- Visites gratuites
- Activités et événements culturels variés
- **Espace Baie-Saint-Paul-EXPO-EXPÉRIENCE**
Pour tout savoir sur l'histoire, le patrimoine et le dynamisme culturel de Baie-Saint-Paul et des villages environnants
- **Studio TRAD**
Présentation et initiation aux savoir-faire textiles traditionnels de Charlevoix

4, rue Ambroise-Fafard, Baie-Saint-Paul / Tél. : (418) 435-2540

www.baiesaintpaul.com/carrefour
carrefourculturel@baiesaintpaul.com



Heures d'ouverture :

JANVIER À MAI
Du jeudi au dimanche de 10 h à 17 h.
JUIN À LA FÊTE DE L'ACTION DE GRÂCES
De mardi au dimanche de 10 h à 17 h.
Ouvert également les lundis de juillet et août.
DE L'ACTION DE GRÂCES À LA FIN DÉCEMBRE
Du jeudi au dimanche de 10 h à 17 h.
Fermé les 24, 25, 26, 31 décembre
et les 1^{er} et 2 janvier.
Ouvert les lundis fériés.

Crédits photos : Louis Laliberté, René Bouchard, François Rivard

Connaître et entretenir les moulures

Éléments de décor participant au style des maisons anciennes, les moulures assurent aussi leur étanchéité. Que devrait savoir tout propriétaire à leur sujet ? Notre expert vous explique.

FRANÇOIS VARIN

Qu'est-ce qu'une moulure ?

Éléments décoratifs et de finition incontournables, les moulures jouent un rôle clé dans l'ornementation d'un ouvrage d'architecture ou de menuiserie. Tour à tour saillantes, carrées, rondes, droites, courbées ou d'un profil élaboré, on en distingue, selon leur relief, des creuses, des pleines et des plates.

Le terme *moulure* indique que chaque pièce est calquée, ou « moulée », sur les précédentes. On appelle « corps de moulures » un élément à profil complexe composé de plusieurs profils simples. Cet assemblage se trouve dans les corniches, les chambranles, les encadrements, les bases, les hauts des colonnes, et ainsi de suite.

Pourquoi en installer ?

En plus d'assurer l'étanchéité et le bon assemblage des parties d'une construction, les moulures confèrent une apparence de qualité.

Souvent, des imperfections se glissent à la jonction des parties d'un bâtiment, tant à l'intérieur et qu'à l'extérieur. Par exemple, la rencontre entre le plafond et le haut d'un mur comporte fréquemment des cavités ou des fentes qu'une moulure saura cacher.

De même, des interstices peuvent subsister autour d'une fenêtre en baie puisque

l'ouverture pratiquée pour son installation doit être plus grande que le cadre de la fenêtre et ses parties mobiles. On comble souvent ces vides avec un produit de calfeutrage ou d'isolation. Puis, une moulure placée à cheval entre le cadre de la fenêtre et le revêtement du mur vient fermer ces espaces et assurer l'étanchéité.

Comment les moulures ont-elles évolué ?

Le recours aux moulures remonte à aussi loin que l'Antiquité grecque. Ces éléments de décor témoignent des formes architecturales privilégiées à travers les siècles. Ils comptent parmi les plus représentatifs des divers styles architecturaux.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les moulures sont plus élaborées et imposantes, à l'image des décors et des finis raffinés qu'on recherche pour évoquer rang social et prestige. Aux siècles suivants, et progressivement, les moulures tendent vers la simplicité et la sobriété associées aux courants décoratifs qui prédominent au début du XX^e siècle.

Une recherche historique peut renseigner sur les profils de moulures en vogue au moment de la construction d'une maison.

Comment fabrique-t-on ces pièces ?

Jusqu'au XIX^e siècle, toutes les moulures sont fabriquées directement sur le chantier, à la main. Le moulurier se sert d'outils adaptés au matériau utilisé (pierre, plâtre ou bois). Au Québec, le bois, qui s'accorde avec le revêtement de la majorité des bâtiments, est de loin privilégié.

Pour fabriquer les moulures de bois, l'artisan se sert d'une grande diversité de rabots, de gouges et de gabarits. Par la suite, il fixe les moulures avec des clous. D'ailleurs, le type de clous (forgés, moulés, coupés, tranchés ou à fil d'acier) fournit de bons indices sur l'âge des moulures quand des travaux de restauration exigent de les retirer.

Au début du XX^e siècle, les machines-outils comme la toupie remplacent les outils manuels employés pour réaliser les profils des moulures. Cela accroît la rapidité d'exécution.

De nos jours, pour tous les styles et types de moulures (plinthe, corniche, cimaise, encadrement, etc.), on a surtout recours à des produits usinés d'une longueur prédéterminée de 2,13 à 4,88 m (7 à 16 pi).

Quelles sont leurs formes ?

Les profils de moulures actuels ont été créés il y a plusieurs siècles. Dans la catégorie des

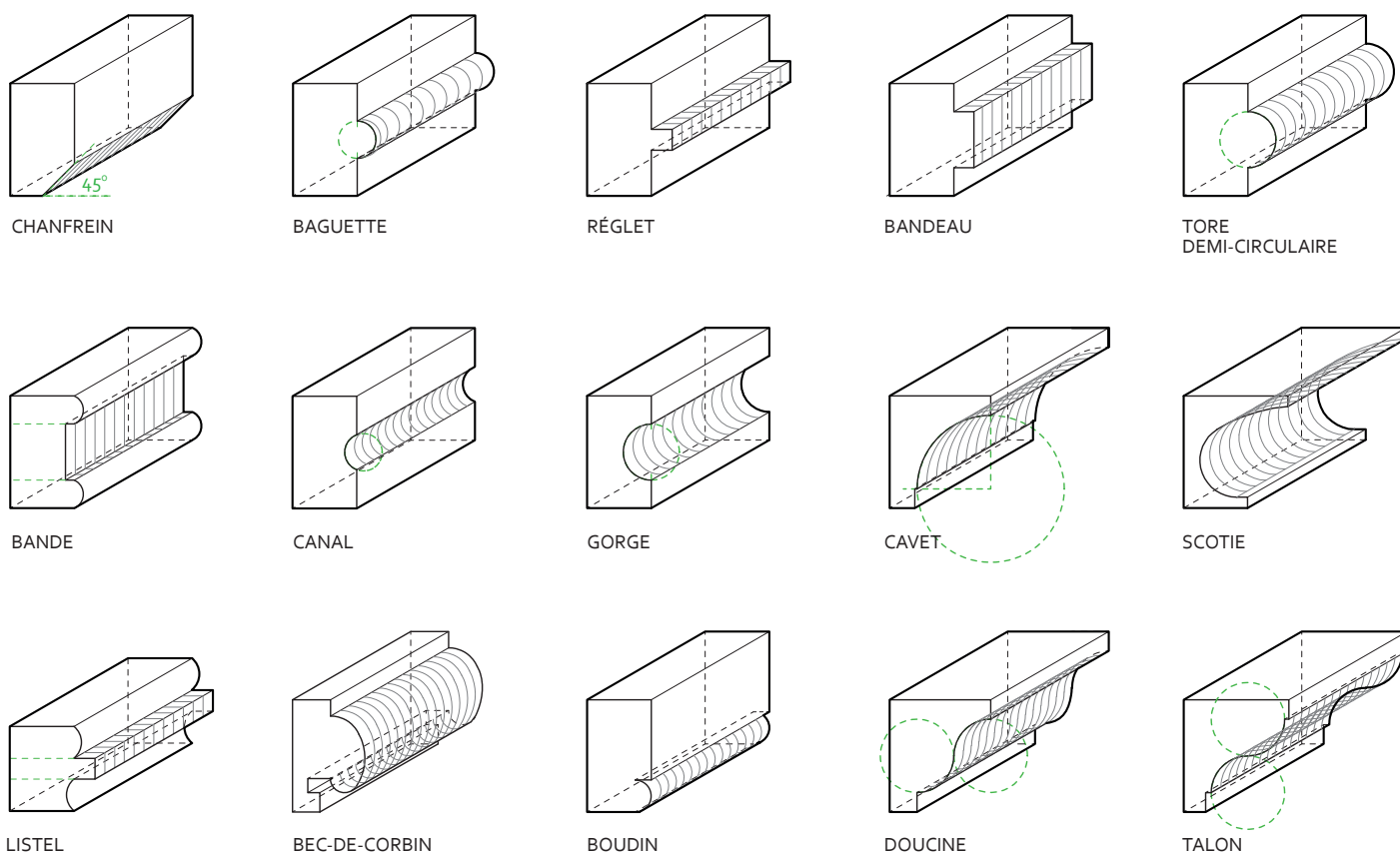


Illustration : Alexandra Michaud

moultres plates, on trouve le chanfrein et la bande. Les moultres creuses comprennent le canal, la gorge, le cavet (semblable au quart de rond) et la scotie (gorge à profil demi-ovale). Parmi les moultres pleines, on compte la baguette, le réglet (moulure à section rectangulaire dont la largeur est égale à sa saillie), le bandeau et le tore (moulure à profil curviligne). Le listel désigne une moulure servant de transition entre deux moultres creuses ou pleines.

Selon les époques, on favorise divers corps de moultres affichant ces profils. Par exemple, le bec de corbin et le boudin étaient populaires aux XVI^e et XVII^e siècles. D'autres sont toujours utilisés aujourd'hui, comme la doucine (appelée à tort *ogee*, selon sa traduction anglaise), la doucine renversée, le talon (profil renversé de la doucine) et le talon renversé.

Comment évaluer leur état ?

Une moulure n'a pas à être en parfait état et d'une solidité à toute épreuve pour jouer son rôle. Il n'est donc pas nécessaire de la

remplacer en cas d'égratignures ou de traces d'usage. Au contraire, les patines un peu abîmées des maisons anciennes s'avèrent de fiers témoins de leur authenticité.

Toutefois, une moulure qui présente du fendillement, des échancrures ou des fissures prononcées devrait être remplacée, à plus forte raison si elle est à l'extérieur. En effet, en plus de nuire à la qualité du décor, elle ne protège plus la construction contre les infiltrations d'eau.

Comment restaurer les moultres ?

Ornements étroitement associées au style d'un bâtiment, les moultres méritent d'être bien conservées.

Lorsqu'une partie de la pièce est brisée ou fendillée, on remplacera seulement la portion détériorée. Nul besoin d'enlever toute la moulure. Un instrument conçu à cet effet, genre de peigne à lamelles mobiles, permet de calquer une partie non altérée du profil en la pressant contre l'outil. Puis, on reporte par traçage ce profil sur une feuille de papier. Un menuisier expérimenté pour-

ra ensuite le reproduire avec les couteaux appropriés. Une fois la moulure reproduite, on installe la longueur de pièce souhaitée après avoir coupé la portion dégradée. Même principe si des sections de moultres d'origine ont été remplacées au fil des ans par de plus récentes, mais différentes. On peut relever le profil des moultres d'origine qui subsistent et en fabriquer de nouvelles.

Lorsque le profil d'une moulure est devenu indistinct en raison d'une accumulation d'enduits divers, son décapage et l'application d'une couche de peinture lui redonneront sa belle apparence sans que son retrait soit nécessaire.

Enfin, une moulure peut être retirée délicatement et sans bris à l'aide d'un outil appelé « arrache-moulure ». On incisera alors au préalable les couches de peinture qui la lient au bâti environnant avec un couteau de précision (exacto). ♦

François Varin est architecte.

Entre raison et émotion

Lorsqu'il est question de patrimoine bâti, les médias lancent souvent des messages plus émotifs que rationnels. Comment équilibrer et concilier ces deux approches pour mieux servir la cause ?

ANNE-SOPHIE DESPREZ

En novembre 2018, la disparition de la maison Boileau, située à Chambly, déclenche la presse. *Destruction sauvage, sort révoltant, désastre, indignation, mauvaise foi, terrible pour l'histoire du Québec*, voilà autant d'expressions utilisées pour décrire sa démolition sans préavis après une longue saga axée sur sa préservation.

Cette demeure était un témoin de l'histoire des patriotes. Les images la montrant broyée par la pelle mécanique sont maintes fois reprises et frappent l'imaginaire. En quelques heures, on l'érige en martyr des bâtiments anciens du Québec. Aujourd'hui, elle représente quasiment un cas d'école.

Un exemple qui en cache d'autres

Dans les médias, on regarde le plus souvent le patrimoine bâti par la même loupe : menace de démolition, abandon, gouffre financier, fardeau pour les propriétaires, etc. Les dangers qui guettent notre héritage architectural font scandale, parfois à plusieurs reprises dans une seule semaine. C'est une affaire d'émotions vives et palpables liées à un sentiment normal de perte.

Néanmoins, c'est là un constat relativement inquiétant. En effet, la conservation des constructions âgées de plusieurs années, voire de plusieurs siècles, demande

une approche rationnelle. Comment, dans ce contexte, proposer des solutions concrètes aux défis quotidiens que rencontrent les propriétaires, les municipalités, les gouvernements et les organismes de préservation et de mise en valeur du patrimoine ? Est-il possible d'animer la flamme de la conservation de notre héritage sans sombrer dans un traitement médiatique si négatif ?

Certes, les menaces de disparition et les démolitions de bâtiments touchent les communautés au plus profond de leur histoire, de leur culture et de leur imaginaire. Plus encore si ces églises, presbytères, moulins, phares, édifices publics et ensembles typiques tombent sous le pic des démolisseurs pour faire place à des immeubles d'habitation.

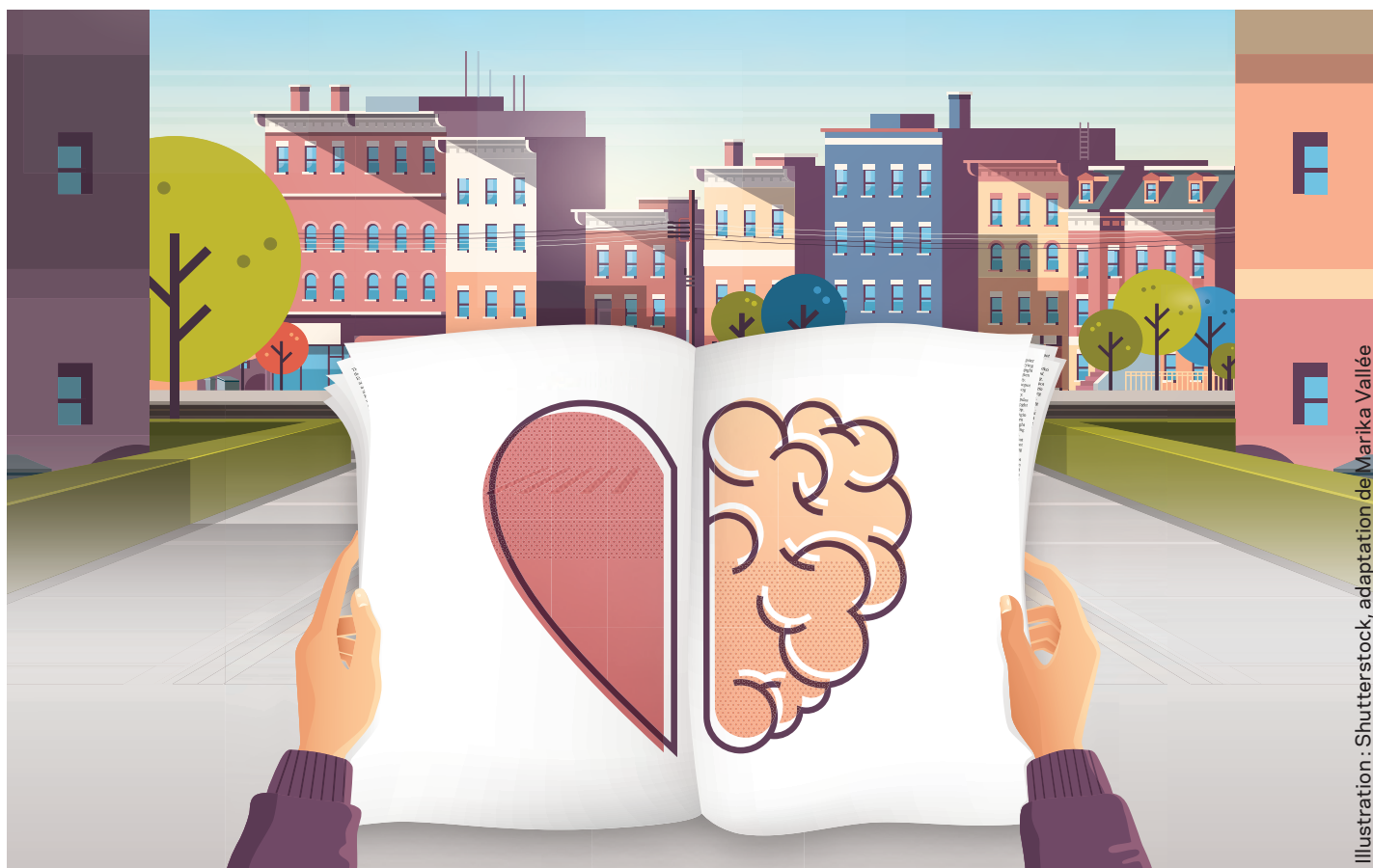
Quoi qu'il en soit, l'actualité médiatique, marquée de cas de constructions détruites ou susceptibles de l'être, ne présente qu'une petite partie de l'iceberg en ce qui regarde le patrimoine bâti. Ces cas font bouillir de la neige, tandis que d'autres bâtiments dont le sort est tout aussi inquiétant passent sous le radar. « Toutes les semaines, au Québec, il y a des démolitions de maisons anciennes. Elles ne sont pas toujours exceptionnelles d'un point de vue historique ou esthétique comme l'était la maison Boileau, mais elles contribuent à la qualité du paysage architectural », explique Clément Locat,

président du comité du patrimoine de la Fédération Histoire Québec et lui-même propriétaire d'une demeure d'époque.

Ce que média veut

Lorsqu'il est question de patrimoine bâti aux nouvelles, les organismes et les intervenants concernés se retrouvent en première ligne. Mais le message qu'ils souhaitent partager concorde-t-il avec celui qui est diffusé ? « Les médias sont de bons lanceurs d'alertes. Ils sont utiles lorsqu'il s'agit de faire le constat des saccages. Mais, si on se met du côté des organismes, c'est certain qu'à force de crier au loup, on perd de la pertinence ! Il faudrait arriver à trouver un équilibre et à présenter des cas de réussite pour améliorer l'image du patrimoine », continue Clément Locat.

Mettre en lumière les bons coups comme les moins bons. Cette démarche permettrait de concilier les approches émotive et rationnelle. Une chose plus facile à dire qu'à faire, car la presse n'est pas nécessairement à la recherche de cas de réussite. Si les personnes qui gravitent autour du patrimoine au quotidien ont le temps d'analyser les enjeux du milieu et de comprendre le rôle parfois complexe de ses divers acteurs, la réalité des médias, elle, s'avère bien différente. « Pour que les journalistes s'intéressent à un sujet, il faut qu'il y ait un événement. S'il n'y a pas



d'événement, il n'y a pas d'intérêt», souligne Daniel Giroux, chercheur au Centre d'études sur les médias. La démolition de la fameuse maison Boileau répondait à ce critère, avec une tension dramatique à son comble, une mobilisation citoyenne à l'échelle du Québec, sans compter une crise municipale interne comme cerise sur le gâteau.

Les difficultés économiques que connaissent les entreprises médiatiques ont aussi des répercussions sur le contenu qu'elles diffusent. « Il y a un réel clivage entre le travail du journaliste et la réalité liée à l'économie des médias. Il faut donner aux gens ce qu'ils veulent, mais de quoi la ville aura l'air demain, c'est important aussi », renchérit Dominique Payette, ancienne journaliste et professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval. « Si vous comparez les contenus médiatiques d'il y a 20 ans à ceux d'aujourd'hui, vous remarquerez que des pans d'information entiers ont disparu, notamment les éléments de réflexion liés à l'histoire et à l'aménagement du territoire. »

Cette réalité, qui s'impose de plus en plus dans les médias tant nationaux que lo-

caux, n'est pas sans conséquences. La perte considérable de revenus et la diminution du nombre d'employés amènent le milieu médiatique à faire des choix plus serrés en matière d'information. « Les journalistes se penchent sur les questions d'actualité et les cas plus urgents pour gagner l'attention du lecteur. Cela s'applique à tous les sujets, y compris le patrimoine », explique Daniel Giroux.

Des alliés à apprivoiser

Malgré leurs imperfections, les médias représentent sans contredit des alliés forts pour les défenseurs du patrimoine. « Ils ne peuvent pas régler les choses mais, globalement, ils accompagnent quand même les acteurs dans leur cheminement », précise Daniel Giroux.

Sans la pression médiatique exercée dans certains dossiers, les organismes, les sociétés d'histoire ou les regroupements de citoyens auraient bien peu de poids par rapport aux municipalités, aux promoteurs ou aux gouvernements. Les médias ont cette vertu de rééquilibrer les rapports de force. Et ce constat est d'au-

tant plus vrai que la presse écrite, notamment, laisse de plus en plus de place aux textes d'opinion (chroniques de journalistes, mais aussi lettres ouvertes, courriers des lecteurs, etc.). Peu dispendieux à produire, ces articles offrent à tous une formidable porte d'entrée donnant sur la place publique.

Au cours des derniers mois, bon nombre d'experts, de citoyens et d'influenceurs se sont portés à la défense d'éléments patrimoniaux de cette façon, non seulement dans le cas de la maison Boileau, mais aussi dans ceux du Château Beauce de Sainte-Marie ou, du côté du patrimoine religieux, du monastère des Dominicaines de Berthierville et de l'église Saint-Cœur-de-Marie à Québec, par exemple.

Selon Denis Boucher, chargé de projet au Conseil du patrimoine culturel du Québec, « il s'agit d'une occasion d'amener le public à penser autrement ».

Cependant, si cette forme d'expression offre de la visibilité à certains, elle remet aussi en cause quelques fondements du journalisme d'enquête. « La chronique d'opinion est un exercice intéressant, à condition

Comment sensibiliser le public aux défis du patrimoine sans verser dans les scandales ?

qu'elle soit soutenue par l'argumentation et non une occasion de dire : "Moi, je pense que..." », souligne Dominique Payette.

Dans un même ordre d'idées, force est de constater que dans le contexte actuel, où la technologie est omniprésente, les journalistes ne sont plus les seuls maîtres de l'information.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux, les contenus commandités, les blogues et les infolettres constituent des outils d'information à part entière. Ils ont largement le pouvoir de compléter les médias traditionnels, voire de les concurrencer.

Changer les perceptions

La question persiste : comment sensibiliser le public aux défis du patrimoine sans verser dans les scandales ? Comment faire comprendre à tous que l'on devrait préserver et mettre en valeur un bâtiment ancien bien en amont du moment où tout le monde s'insurge ? Les gouvernements ont-ils un rôle à jouer à cet égard ?

« C'est certain qu'il faudrait des messages qui viennent d'en haut, affirme Clément Locat. On parle ici de grandes campagnes de sensibilisation nationales qui pourraient changer la perception à long terme, instaurer

une culture du patrimoine et renforcer la fierté nationale et locale. Il s'agirait de promouvoir le milieu bâti, par exemple lors de la Saint-Jean-Baptiste, de la Journée nationale des patriotes ou des Journées du patrimoine religieux. »

Chercher à modifier les mentalités est une piste de solution, mais quand on regarde du côté du gouvernement, on constate que l'heure n'est pas tout à fait à la célébration. Aux nombreux cas couverts par la presse, nos dirigeants ont réagi soit en classant certains bâtiments, soit en repérant au plus vite les éléments du patrimoine en danger. « Que ce soit à l'Assemblée nationale ou dans les médias, notamment grand public, on n'a jamais autant parlé de patrimoine, mais le discours ne répond pas aux bonnes questions. Le débat se fait au cas par cas, dans l'anecdotique et dans la réaction », explique Denis Boucher, qui perçoit quand même un terreau fertile pour les changements de mentalité dans l'espace public. « Je vois, souvent en région, des citoyens et des groupes très proactifs qui réalisent des projets devenus des succès pour la valorisation du patrimoine. Les instances politiques manquent des occasions de soutenir

ces initiatives qui pourraient, à long terme, changer la perception et le discours médiatique ambiant. »

Bref, comment concilier émotion et raison dans la défense du patrimoine bâti ? Certes, les gros titres des médias d'information sont à revoir. Mais on a beau incriminer les discours alarmistes, ils découlent en partie de la gestion des différents ordres de gouvernement, y compris les municipalités, qui acceptent un certain laisser-aller et se réfèrent à une définition très stricte du patrimoine. Un patrimoine exceptionnel, hérité du passé et que l'on met soigneusement sous une cloche de verre. Or, comme le souligne Denis Boucher, « il faut accepter que tout ce qui est à sauver n'est pas forcément de grand intérêt ». À ce titre, un changement de discours et de manière d'agir de la part de tous les intervenants de ce domaine semble de plus en plus inévitable. ♦

Anne-Sophie Desprez est détentrice d'une maîtrise en communication, ancienne responsable des communications d'Action patrimoine et lauréate, en 2019, de la bourse d'écriture Première Ovation - Patrimoine.

CONTINUITÉ



Ne manquez pas notre prochain numéro sur
le patrimoine acéricole

Parution en mars

stgm

LE PATRIMOINE LOCAL

2980, boul. Sainte-Anne
Québec (Québec) G1E 3J3

S'établir et se repérer
dans le territoire.

stgm.net

Cabane à Eudore
Carleton-sur-Mer



Credit photo : Félix Michaud

M Menuiserie
Authentique

ATELIER DE MENUISERIE ARCHITECTURALE

L'authenticité du bois : Élegance et Durabilité



Fabrication, reproduction et restauration
d'éléments architecturaux en bois massif





1 855 598-7258 menuiserie-authentique.com
RBQ: 5644-0688-01

LES TOITURES TOLE-BEC INC.

Depuis 1987

*Entreprise familiale
Toitures traditionnelles*

- ♦ à baguette
- ♦ à joint debout
- ♦ à la canadienne

Cuivre acier ardoise





RBQ 2617 6594 75

www.tole-bec.com 450 661-9737

1212, rue Tellier Laval (Québec) H7C 2H2

Une lettre à la mer

En 1910, des Madelinots coupés du monde jettent à la mer un tonneau contenant une vingtaine de lettres. L'une d'elles a subi une cure de jouvence avant de revenir au Musée de la mer.

PATRICIA BUFE

Le 6 janvier 1910, en plein cœur de l'hiver, le câble télégraphique sous-marin qui relie le village d'Old-Harry, aux îles de la Madeleine, à Sydney, sur l'île du Cap-Breton (N.-É.), se rompt. Ce lien, établi à la fin du XIX^e siècle, est pourtant le seul moyen de communication des Madelinots avec « la grande terre ». Il y a bien le *steamer*, le traversier à vapeur, mais la navigation est fermée en cette saison. Si cette rupture de câble n'est pas la première, elle déclenche cette fois chez les citoyens de l'archipel un geste politique, guidé par une volonté d'améliorer leur système de communication.

Quelque temps après l'incident, des résidents de Havre-Aubert se réunissent pour discuter de la situation chez le marchand Joseph Chevrier, à La Grave. Leur vient alors l'idée d'envoyer à la mer un ponchon, c'est-à-dire un tonneau contenant à l'origine de la mélasse, qui renferme des lettres. Celles-ci sont presque toutes destinées à leurs familles du continent, sauf une écrite pour la personne qui trouverait l'embarcation de fortune et une autre adressée à Rodolphe Lemieux, député fédéral de Gaspé et ministre des Postes. Les Madelinots mettent ces lettres dans des boîtes de conserve en fer-blanc scellées, et placent celles-ci dans le ponchon.

Le 2 février, à partir de la plage de Havre-Aubert, ils poussent à la mer le contenant en bois, muni d'un gouvernail et d'une voile de tôle sur laquelle ils ont peint l'inscription « Winter Magdalen Mail ». Quelques jours plus tard, un certain Murdock McIsaac, de Port Hastings, au Cap-Breton, trouve le tonneau et met les lettres à la poste. Celles-ci parviennent à Halifax autour du 14 février. Un an après, le gouvernement fédéral répond aux doléances des Madelinots et installe un système de télégraphie sans fil aux îles.

Un témoin historique à restaurer

Parmi les missives du ponchon se trouve celle que le commerçant George Savage a écrite le 1^{er} février 1910 à son père, John Philip Savage, résidant à Halifax. Cette lettre, qui a survécu à son voyage en mer et au passage du temps, constitue un témoin historique d'importance. L'homme y raconte l'histoire du câble brisé et du ponchon. Mais surtout, inquiet de la situation qui le touche particulièrement en tant que propriétaire d'un magasin général, il passe une commande de matériel à son père, et en ajoute une autre en *post-scriptum*.

Il y a quelques années, le Musée de la mer de Havre-Aubert confiait la restauration de cette lettre manuscrite au Centre de conser-

vation du Québec. Choisi au départ pour une exposition intitulée *Vivre aux Îles, vivre les Îles*, ce document d'archives en mauvais état exigeait, avant d'être présenté au public, une intervention de sauvegarde et de mise en valeur.

George Savage a rédigé sa lettre à l'encre ferrogallique et à la plume sur du papier vergé de facture mécanique, fabriqué par la Rolland Paper Company, située à Saint-Jérôme. Son envoi se compose de deux feuilles de même format attachées par une bande adhésive. Il a choisi d'écrire sur un seul côté du papier, peut-être pour préserver la confidentialité de sa lettre en l'absence d'enveloppe.

Une fois sa rédaction terminée, l'auteur a plié les deux feuilles ensemble plusieurs fois, comme en attestent les pliures horizontales et verticales qu'on y voit encore aujourd'hui. Certains des récits à propos du ponchon nous apprennent que les boîtes de conserve contenaient environ 25 lettres : un tel pliage permettait de toute évidence d'assurer un gain de place. Un autre élément intéressant est la répétition, à intervalles réguliers, de décolorations claires sur le papier. Bien que protégé, celui-ci a probablement été en contact avec de l'eau lors de la traversée.

La lettre porte aussi les traces de modifications qui ont eu lieu au cours de son

Suivant le souhait formulé par le Musée de la mer, l'équipe de l'atelier des œuvres sur papier avait comme mandat de restaurer le document afin de le rendre à nouveau accessible au public.



Commémoration en 1947 de l'aventure du ponchon
Source : Musée de la mer, P2019.011

histoire. Les deux feuilles qui la composent étaient collées l'une en dessous de l'autre. Le haut de la feuille supérieure était rabattu vers l'arrière, tandis que celle d'en dessous était doublement pliée et collée au revers, ce qui cachait le *post-scriptum*. Les rubans adhésifs utilisés sont de différentes époques s'échelonnant des années 1930 à aujourd'hui.

Lire les dommages et intervenir

À son arrivée à l'atelier des œuvres sur papier du Centre de conservation, la lettre

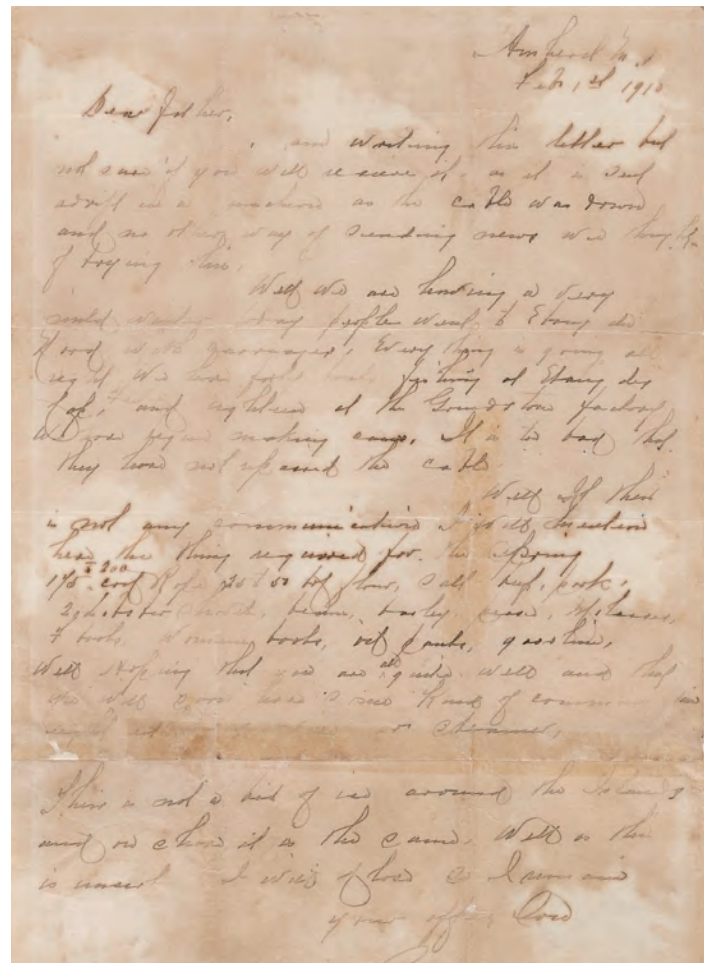
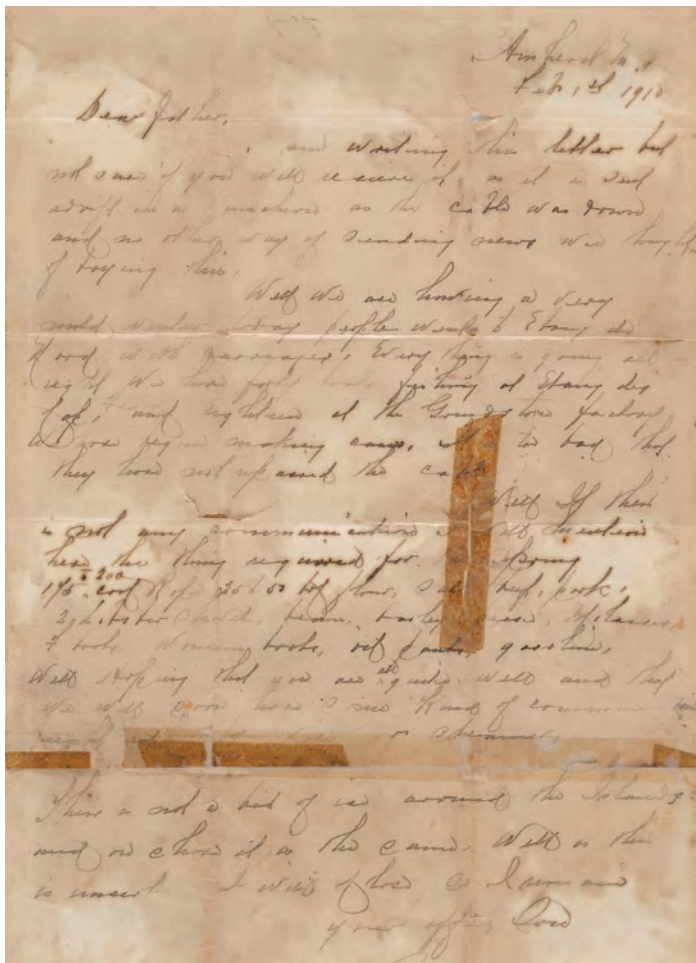
de George Savage présentait plusieurs dommages causés par une manipulation excessive et des interventions inadéquates. Le papier était sale, avait beaucoup jauni et s'avérait particulièrement fragile. L'encre avait dégorgé aux endroits décolorés. Certaines des pliures s'étaient ouvertes et il y avait des déchirures le long des plis, sur les bords et au centre de la lettre.

Les rubans adhésifs à base de caoutchouc avaient, eux aussi, beaucoup jauni. L'adhésif cachait partiellement des mots

du texte, devenus presque illisibles par endroits, en plus d'avoir créé des taches. Les rubans transparents plus récents étaient disgracieux et masquaient également certains mots. Une partie de l'adhésif avait déjà pénétré dans le papier, ce qui laissait présager une dégradation future. De plus, on avait encadré la lettre avec des matériaux de mauvaise qualité, et son montage dans un passe-partout était d'un choix discutable.

Suivant le souhait formulé par le Musée de la mer, l'équipe de l'atelier des œuvres sur papier avait comme mandat de restaurer le document afin de le rendre à nouveau accessible au public. Tout en retirant les éléments qui le dégradaient, il était important de préserver les traces pertinentes de son histoire, c'est-à-dire les marques de pliage et les décolorations par l'eau de mer.

La première intervention a consisté à dépoussiérer soigneusement les deux côtés de la lettre. Il a ensuite fallu réaliser des tests afin de déterminer la nature de l'encre, du papier et des rubans adhésifs ainsi que leur réactivité aux traitements choisis. Puis, on a retiré tous ces rubans et la charnière du montage, et atténué les taches autant que possible. Une partie de l'écriture autrefois cachée par la dégradation est redevenue lisible. Par la suite, on a lavé le papier, ce qui a permis d'atténuer son jaunissement en plus de lui redonner de la souplesse. On a aussi traité l'encre ferrogallique de manière à la stabiliser. Enfin, on a réparé les déchirures, renforcé les plis et pliures, et comblé les petites zones lacunaires dans le papier.



La lettre de George Savage avant et après son traitement. La restauration a entre autres permis de rendre à nouveau lisible la partie du texte cachée sous les rubans adhésifs.

Photo : Jacques Beardsell, CCQ

En ce qui concerne l'assemblage des deux feuilles, on a décidé de reproduire le montage initial, mais en utilisant des charnières de conservation facilement réversibles. Ce choix repose sur le désir des responsables du Musée d'exposer l'œuvre de cette manière. Par contre, les parties supérieure et

inférieure de la lettre, qui étaient auparavant pliées, sont maintenant rabattues vers l'avant pour être à nouveau visibles.

Document patrimonial d'importance par sa valeur ethnologique et par l'histoire singulière dont il témoigne, la missive de George Savage figure à nouveau dans la col-

lection du Musée de la mer. Elle fait actuellement partie d'une exposition consacrée au 50^e anniversaire de l'institution. ♦

Patricia Bufe est restauratrice d'œuvres sur papier au Centre de conservation du Québec.

TOITURES 4 SAISONS

MEMBRE AMCO/FACE/ACQ

**COMMERCIAL
INDUSTRIEL
INSTITUTIONNEL
RÉSIDENTIEL**

445, rue des Canetons
Québec (Québec) G2E 5X6
Téléphone : 418 527-1314
Télécopieur : 418 527-1148
www.toitures4s.com







Agir localement

DOSSIER PATRIMOINE BÂTI

Nourri

Certaines collectivités parviennent à préserver leur patrimoine architectural. Dans la plupart des cas, les coups de cœur surviennent avant le premier coup de marteau.

MICKAËL BERGERON

À lire les manchettes, on pourrait conclure que nous détruisons de plus en plus notre patrimoine. Difficile de dire quels facteurs expliquent cette impression : une plus grande mobilisation citoyenne, des démolitions de bâtiments plus médiatisées ou, tout simplement, un manque d'intérêt pour les histoires de bâtiments préservés et revalorisés ? Chose certaine, le patrimoine fait maintenant partie du débat public et ça, c'est positif ! D'autant que, selon ses défenseurs, le plus grand danger qui menace notre héritage architectural est de tomber dans l'indifférence et d'être oublié.

Au téléphone, Guylaine Dumais, coordonnatrice de réseau pour l'organisme Rues principales, parle depuis une terrasse adjacente à son bureau, dans le quartier Montcalm, à Québec. Elle y a une magnifique vue sur les Laurentides... et sur le Centre Vidéotron. Elle ne fait aucune remarque négative, mais la seule évocation du nouvel amphithéâtre, qui a gagné des prix d'architecture, ramène à l'esprit les railleries qu'il ne cesse d'inspirer. Les plus gentilles font allusion à son allure de soucoupe volante ou de détecteur de fumée, les moins polies osent des rapprochements avec une toilette. Malgré tout, cet édifice qui ne fait pas l'unanimité aujourd'hui pourrait, dans plusieurs années, être considéré comme un élément de patrimoine à protéger.

r la fierté

Définir le patrimoine est essentiel — sinon, que protège-t-on? —, mais la définition n'est pas aussi claire que le blanc de l'amphithéâtre de Québec. « Ce sont les citoyens qui témoignent de ce qui est patrimonial », explique M^{me} Dumais. Ainsi, même quand un bâtiment est unique en son genre, si la population ne s'y reconnaît pas et ne se l'approprie pas, vouloir le protéger pourrait être difficile, voire inutile.

Guylaine Dumais a l'habitude de tâter le pouls des communautés concernant le patrimoine. Avec son organisme, elle accompagne les groupes citoyens et les élus locaux dans des démarches de revalorisation des centres-villes. La préservation et la mise en valeur des bâtiments sont partie intégrante de ces projets.

L'identité d'une municipalité se définit souvent par son vieux centre, témoin de ses débuts, de son évolution, de ses bâtisseurs. La rue principale de Rivière-du-Loup ne ressemble pas à celle de Saint-Hyacinthe, parce que leur histoire n'est pas la même. Même les matériaux des édifices font partie du patrimoine, signale M^{me} Dumais. Le bois utilisé dans une région diffère de celui d'une autre, parce que les forêts à proximité sont différentes. Même chose pour les pierres. Le matériau comme les techniques de construction témoignent d'une culture et d'une époque. Cette âme propre aux vieux centres-villes transparaît beaucoup moins dans les nouvelles zones commerciales, uniformes d'une ville à l'autre — et même d'un pays à l'autre.

Savoir reconnaître les morceaux de patrimoine est donc essentiel à leur protection. La société aurait beau avoir les meilleures politiques, si aucun bâtiment n'est reconnu comme important, rien ne sera préservé.

Miser sur la connaissance

L'accès à de l'expertise en patrimoine est un autre défi, note Benoit Lauzon, maire de Thurso, une municipalité de 2500 personnes située près de Gatineau. M. Lauzon siège aussi à l'Union des municipalités du Québec et en préside la Commission de la culture, des loisirs et de la vie communautaire. « Plusieurs petites municipalités ont peu d'employés et, donc, aucun expert en patrimoine », note-t-il. Ainsi, personne n'y a le temps de faire des recensions, des suivis ou de la prévention. Selon lui, il faudrait minimalement que les

Membre de l'association Les plus beaux villages du Québec, Deschambault-Grondines possède plusieurs bâtiments patrimoniaux dont Ville et citoyens prennent grand soin.

Photo : Pierre Lahoud

MRC aient les moyens d'engager une personne qui accompagnerait et conseillerait les maires en matière de patrimoine.

Lorsque des investisseurs proposent un nouveau projet, il peut être difficile pour les conseils municipaux de bien évaluer son impact et la valeur patrimoniale des bâtiments en place, constate M. Lauzon. Si aucune recension n'a été faite, certains lieux peuvent passer sous le radar et être démolis sans réflexion préalable. « Les milieux de vie évoluent rapidement », continue le maire. « On déconstruit un milieu de vie un bâtiment à la fois », dira Guylaine Dumais, comme en écho au maire de Thurso.

À cela s'ajoute le manque d'éducation au patrimoine, notamment chez les élus. La directrice générale d'Action patrimoine, Renée Genest, souligne qu'il faut parfois recommencer à zéro la sensibilisation lorsqu'une nouvelle administration prend la tête d'une municipalité.

Les activités d'éducation, de formation et de sensibilisation sont au cœur d'Action patrimoine, un organisme qui, depuis 1975, travaille à faire reconnaître la valeur du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec.

Les moyens d'agir

Une fois qu'on sait reconnaître les éléments de patrimoine d'une ville, d'autres obstacles se dressent sur le chemin de leur protection. Le maire Benoit Lauzon blâme une fiscalité « non adaptée ». Les municipalités doivent assumer de plus en plus de responsabilités sans en avoir les moyens financiers. Selon lui, les mesures inscrites dans la Loi sur le patrimoine culturel devraient s'adapter aux réalités régionales, différentes selon qu'on se trouve à Montréal ou à Trois-Pistoles, par exemple. La Loi devrait aussi donner, pour la sauvegarde du patrimoine, les mêmes moyens d'action, notamment financiers, que celui-ci soit « local » ou dit « d'intérêt national ».

En plus de ne pas toujours avoir les moyens d'intervenir elles-mêmes, les municipalités sont parfois incapables de soutenir financièrement les propriétaires de bâtiments patrimoniaux, soulignent les intervenants. Difficile, alors, d'exiger d'eux qu'ils rénovent leur maison avec des matériaux ou des techniques précises. Parfois, cela pousse un propriétaire à cesser d'entretenir son bâtiment jusqu'à ce que sa démolition s'impose.

Chez Action patrimoine, on croit aussi qu'il faut revoir l'évaluation patrimoniale et améliorer la classification des bâtiments. Récemment, les médias ont beaucoup parlé de la maison Pasquier, à Québec, une habitation de la fin du XVIII^e siècle démolie sans aucune hésitation. Le bâtiment figurait bien dans l'inventaire patrimonial de la Ville de Québec, mais sans



Le café-bistrot Côté Est s'est installé dans le presbytère de Kamouraska; il jouit ainsi d'un décor remarquable, et contribue par son loyer à l'entretien du bâtiment et de l'église.

Photo : JHA Photographie



À Trois-Pistoles, des bâtiments situés au cœur de la municipalité ont été restaurés au cours des dernières années, notamment la Boucherie Centre-Ville.

Source : SADC des Basques

être coté d'intérêt supérieur ou exceptionnel. La Ville a donc délivré illico un permis de démolir, dans le respect de la loi et des règles en vigueur.

« Selon le type de classification, il y a ou non un comité qui juge si le bâtiment peut être détruit », explique Renée Genest, d'Action patrimoine. Cette façon de faire, déplore-t-elle, force les élus et les citoyens à éteindre des feux plutôt que de voir venir les cas. Et donc, des bâtiments comme la maison Pasquier passent dans les interstices bureaucratiques, malgré la connaissance de leur existence et de leur unicité.

« Au lieu de penser les bâtiments un à un, il faut une vision large de l'urbanisme et des bâtiments, poursuit M^{me} Genest. Il faut avoir un portrait d'ensemble. La notion de patrimoine arrive trop tardivement dans les projets d'aménagement. »

Une clé : la sensibilisation

La sensibilisation demeure au centre de tout. Guylaine Dumais, de Rues principales, croit que la pire chose est de forcer la protection : « Il faut aider, soutenir, financer et mettre en place les outils nécessaires, mais il faut surtout s'appuyer sur les citoyens et les élus qui sont volontaires, qui vont inspirer les autres et qui vont pousser le milieu à protéger un bâtiment. » Le patrimoine peut susciter la fierté d'une communauté, et cette fierté est un moteur essentiel, selon elle.

La coordonnatrice de Rues principales évoque la « théorie des petits pas » en donnant l'exemple de Trois-Pistoles, dans le Bas-Saint-Laurent. « Quand on revalorise un bâtiment du centre-ville à la fois, deux ou trois par année, ça paraît après 10 ans, explique-t-elle. Une fierté est revenue à Trois-Pistoles et la municipalité a vu un retour des gens d'affaires. »

Renée Genest n'a aucune difficulté, elle non plus, à donner des exemples d'initiatives qui témoignent de la force de ce moteur qu'est la fierté. À Kamouraska, les propriétaires du café-bistro Côté Est ont loué le rez-de-chaussée du presbytère pour y installer leur commerce. La Fabrique est encore propriétaire du bâtiment : les revenus de la location permettent d'entretenir le presbytère et l'église, tout en fournissant un lieu exceptionnel à une entreprise locale.

Récemment, la pression des citoyens de L'Ancienne-Lorette, en banlieue de Québec, a permis de sauvegarder un autre presbytère, celui de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Annonciation. Sous la pression populaire, la Ville a renoncé au projet de démolir le vieil édifice du centre-ville pour édifier son nouveau point de service sur ce site : elle a plutôt restauré le presbytère et lui a adjoint un bâtiment à l'architecture contemporaine.

M^{me} Genest évoque aussi le cas de Deschambault-Grondines, dans Portneuf, où les citoyens sont très engagés : « Cette municipalité a misé sur le patrimoine, et son tourisme a augmenté. » (Voir « Des moyens d'agir » en p. 24.)

Autre argument en faveur de centres-villes revalorisés, selon Guylaine Dumais : leur évaluation foncière rapporte plus à la Municipalité que les nouveaux lotissements. Elle rappelle également que l'entretien du patrimoine est plus durable que la construction d'immeubles, en plus d'être plus écologique. Bref, le patrimoine est gagnant à long terme. Encore faut-il le savoir.

« Il est très rare que les élus municipaux manifestent de la mauvaise volonté politique ou se disent contre le patrimoine, mais il y a beaucoup d'incompréhension sur sa valeur », estime Renée Genest. La tentation est alors d'opter pour les revenus immédiats liés au développement immobilier.

On y revient donc toujours : pour la protection du patrimoine, le plus gros atout reste l'éducation. ♦

Mickaël Bergeron est journaliste indépendant.



Alain Landry
ISBN 978-2-89634-408-6 • 39,95 \$



Denis Robitaille et Pierre Lahoud
ISBN 978-2-89634-425-3 • 24,95 \$



Henri Dorion
ISBN 978-2-89634-428-4 • 24,95 \$



Monique Michaud
ISBN 978-2-89634-419-2 • 24,95 \$



Maisons distinctives sur mesure
Rénovation / Restauration / Patrimoine
Architecture écologique

MARYSE LEDUC

ARCHITECTE + DESIGNER

OAQ / PA LEED
info@maryseleduc.com

MARYSELEDUC.COM | 514 287-1214

Atelier
L'ÉTABLI

ARTISAN DU PATRIMOINE BÂTI

MENUISERIE ET ÉBÉNISTERIE

atelier-letabli.ca
T 514.270.0115

2050, rue Dandurand, local 409
Montréal (Québec) H2G 1Y9



DOCUMENTER LE PASSÉ, AU PRÉSENT, POUR LE FUTUR !

VOTRE PARTENAIRE EN
DOCUMENTATION TECHNIQUE

- SCAN 3D
- PHOTOGRAMMÉTRIE
- PLAN 2D
- BIM 3D
- MONITORING

Les Ursulines 1699-2018,
Histoire d'une vie, Musée des Ursulines de Trois-Rivières



iSCAN
Expertise Laser 3D
expertise@iscan3d.ca
819 519-3358

Comment préserver le patrimoine bâti à l'échelle locale ? Exploration des outils accessibles aux municipalités.

JOSIANE OUELLET

« **P**our réussir en préservation du patrimoine dans le milieu municipal, il faut notamment des outils », constate d'emblée Benoit Lauzon, maire de Thurso, en Outaouais. Le président de la Commission de la culture, des loisirs et de la vie communautaire de l'Union des municipalités du Québec participait au colloque Patrimoine bâti, agir au quotidien, le 3 octobre dernier. Cette rencontre organisée par Action patrimoine a été l'occasion de discuter des moyens d'agir à l'échelle locale. Car même s'ils sont parfois méconnus ou inutilisés, des outils pour protéger notre legs architectural existent bel et bien.

Citer ou ne pas citer

Premier constat : les municipalités possèdent un levier puissant, la citation. Grâce à la Loi sur le patrimoine culturel, entrée en vigueur en 2012, elles peuvent reconnaître la valeur patrimoniale d'un bien situé sur leur territoire en le « citant » — en tout ou en partie. Pour cela, il faut que la connaissance, la protection, la mise en valeur ou la transmission de ce bien présente un intérêt public.

Une fois le bâtiment cité, son propriétaire est tenu de prendre les mesures nécessaires pour en préserver la valeur patrimoniale et d'obtenir une autorisation du conseil municipal avant toute intervention. Le conseil a alors la possibilité de moduler ses exigences. « Il peut dire : je vous accorde le droit de modifier l'immeuble, mais à certaines conditions », a précisé, lors du colloque, l'avocate en droit municipal et immobilier Audrey-Anne Béland.

La citation permet donc de protéger le patrimoine bâti. Encore faut-il s'en prévaloir. « Les démarches menant à une citation peuvent sembler complexes et lourdes à plusieurs conseils de ville, explique Benoit Lauzon. Il y a énormément de petites municipalités qui n'ont pas l'expertise et les ressources adéquates pour y arriver. »

De plus, si l'on considère uniquement les revenus fonciers, il est plus avantageux pour une ville d'autoriser la construction de plusieurs logements que de protéger une maison ancestrale.



Le Quartier-du-Musée, à Gatineau, a été cité pour ses constructions authentiques aux styles variés. Épargné par l'incendie de 1900, c'est l'un des plus anciens sites bâtis de l'île de Hull.

Source : Ville de Gatineau

À ce raisonnement financier s'oppose cependant un argument : celui du patrimoine comme moteur économique lorsqu'il est bien préservé et mis en valeur.

Cette raison et bien d'autres amènent des municipalités à choisir la citation pour assurer la pérennité de leur héritage architectural. En 2018, Gatineau a ainsi décidé de protéger son site du Quartier-du-Musée, où se trouvent plusieurs dizaines de bâtiments patrimoniaux, même si cela contrecarrait les plans d'un important promoteur. Une décision courageuse, soutenue par une forte mobilisation citoyenne.

Certaines villes hésitent cependant à citer les bâtiments d'intérêt de leur territoire, par crainte de déplaire aux propriétaires de ces biens, surtout lorsqu'il s'agit d'immeubles privés.

Citoyens d'agir



Il est vrai que les citoyens peuvent avoir des appréhensions par rapport aux conséquences d'une citation : prix et disponibilité des assurances, choix des matériaux, coûts des travaux, valeur de revente, etc. D'où l'intérêt de les sensibiliser à la valeur du patrimoine et à l'importance de le préserver. Cela dit, il faut aussi cerner leurs préoccupations, les rassurer et trouver des compromis satisfaisants pour tous.

La Ville de Joliette l'a fait ! Au terme d'un long processus impliquant notamment quatre consultations publiques, elle a cité 44 bâtiments patrimoniaux en 2016. Parmi les ingrédients de son succès : elle a prévu de l'aide financière pour la rénovation et la restauration des bâtiments cités (voir « Soins de première ligne » en p. 28).

Protéger les bâtiments non protégés

On l'aura compris, plusieurs immeubles d'intérêt patrimonial ne sont pas cités. Que peut faire une municipalité lorsqu'un promoteur souhaite en démolir un ?

Parfois, rien du tout, admet Audrey-Anne Béland : « Lorsque le demandeur remplit les conditions de la réglementation en vigueur, la Municipalité est obligée de délivrer le permis de démolir. »

Mais souvent, il est possible de prendre d'autres mesures de protection, en aval. Par exemple, le règlement municipal peut imposer aux fonctionnaires de consulter l'inventaire du patrimoine avant d'accorder toute autorisation de démolir.

De plus, précise M^{me} Béland, la Loi sur le patrimoine culturel permet aux municipalités de recourir à une ordonnance lorsqu'un bâtiment non officiellement reconnu est en danger, c'est-à-dire quand se présente « une menace réelle ou appréhendée que soit dégradé de manière non négligeable un bien susceptible de présenter une valeur patrimoniale ». Les municipalités peuvent ainsi ordonner la fermeture d'un lieu, la cessation de travaux ou toute autre mesure nécessaire pour amoindrir la menace. Valable pour 30 jours, cette mesure peut

CHAMP des POSSIBLES

Sensibiliser

- Formations
- Conférences
- Communications transparentes
- Consultations publiques
- Activités participatives

Acquérir des connaissances

- Inventaires du patrimoine
- Études patrimoniales
- Études de caractérisation
- Consultation de cas exemplaires

Faire appel à des spécialistes

- Professionnels municipaux
- Service d'urbanisme
- Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
- Conseil local du patrimoine (CLP)

POUR FAVORISER LA PRÉSERVATION
DU PATRIMOINE BÂTI, LES MUNICIPALITÉS
ONT PLUSIEURS OPTIONS.
EN VOICI QUELQUES EXEMPLES :

- Municipalité régionale de comté (MRC)
- Sociétés d'histoire ou de patrimoine
- Professionnels en patrimoine
- Milieu universitaire

Utiliser les outils disponibles

- Plan d'urbanisme
- Politique du patrimoine ou politique culturelle
- Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)
- Programme particulier d'urbanisme (PPU)
- Règlement et comité de démolition
- Citation
- Programme d'aide financière à la restauration
- Ordonnance

Illustration : Éditions Continuité, en collaboration avec Action patrimoine et Marika Vallée

être prolongée, et même rendue permanente, par un juge de la Cour supérieure.

On se sert très peu de telles ordonnances, probablement en raison de leur possible coût politique, mais cette disposition s'avère bien adaptée aux situations d'urgence.

L'exemple de Deschambault-Grondines

Outre les mesures prévues par la Loi sur le patrimoine culturel, les villes disposent de divers moyens pour préserver leur héritage architectural. C'est ce qu'illustre le cas de Deschambault-Grondines, sur la rive nord du fleuve, à mi-chemin entre Trois-Rivières et Québec.

« Chez nous, l'histoire a marqué profondément le paysage, et ces traces sont toujours présentes. On a su les préserver grâce à notre réglementation, mais surtout parce que des citoyens s'impliquent tous les jours avec nous », affirme Patrick Bouillé, conseiller municipal de cette petite ville qui rayonne et prospère grâce à son patrimoine.

Un autre facteur de réussite s'ajoute à cette combinaison d'outils réglementaires et d'appui populaire, signale ce participant au colloque : la présence de l'aluminerie Alcoa, un moteur économique important pour la région, a permis à la Municipalité d'avoir les moyens de ses ambitions. Bref, Deschambault-Grondines sait tirer parti des possibilités qui s'offrent à elle !

En plus d'avoir cité six bâtiments de son territoire, la Ville s'est dotée d'un plan de zonage prévoyant un règlement sur les bâtiments patrimoniaux, précédé d'un inventaire toujours très consulté. Elle a aussi adopté un plan d'intégration et d'implantation architecturale (PIIA), qui permet notamment de contrôler le développement immobilier sur toute la

portion du chemin du Roy qui traverse son territoire et de protéger les percées visuelles sur le fleuve. « L'avantage du PIIA est qu'il procède par objectifs. C'est fort utile pour notre inspecteur en bâtiment, pour le conseil municipal et pour le comité consultatif d'urbanisme », note M. Bouillé.

La Ville a également adopté plusieurs politiques dans lesquelles il est question de patrimoine : une politique culturelle et patrimoniale, bien sûr, mais aussi une politique familiale et des aînés, une politique de développement durable ainsi qu'un plan directeur des parcs et des espaces verts. « Ça assure le succès de l'intégration du patrimoine dans la société, son appropriation par nos citoyens », poursuit le conseiller.

Un autre élément contribue à cette proximité entre les gens et leur héritage. La Municipalité est propriétaire de cinq bâtiments protégés, qui servent à la population à des fins culturelles. Elle donne du même coup l'exemple à sa population, puisqu'elle doit suivre ses propres règles pour l'entretien de ces immeubles.

Pour compléter le tout, la Ville produit différents outils d'information et de sensibilisation. Actuellement, elle prépare des fiches destinées aux propriétaires d'immeubles figurant à l'inventaire du patrimoine bâti.

Enfin, ressources non négligeables, les autorités peuvent compter sur l'expertise et l'engagement d'un comité consultatif d'urbanisme, d'un comité de travail sur l'affichage, et de plusieurs organismes, dont Culture et Patrimoine Deschambault-Grondines, une association née dans les années 1970. « Au fil des ans, des batailles ont été menées pour sauver un bâtiment, puis un autre, puis un autre. À ceux qui désespèrent parce qu'il ne se passe pas grand-chose en matière de protection du patrimoine dans leur municipalité, je

suggère de se lever et de commencer quelque part», lance Marcel Réhel, aussi conseiller municipal à Deschambault-Grondines.

L'apport des MRC

Conseillères en développement culturel dans deux MRC, Caroline Cloutier et Éliane Trottier rappellent que leurs homologues constituent une ressource pour les municipalités et les citoyens. Il ne faut pas hésiter à les consulter, ont-elles plaidé auprès des participants au colloque.

Bien qu'elles n'aient pas le pouvoir de protéger des bâtiments, les MRC offrent parfois des outils de préservation et de mise en valeur du patrimoine : politiques culturelles, inventaires, programmes d'aide à la rénovation, services-conseils, projets de sensibilisation et d'accompagnement.

Un exemple? Après la destruction de la maison Boileau, à Chambly, en 2018, la MRC de La Vallée-du-Richelieu a constaté que près de la moitié de ses municipalités membres n'avaient pas de règlement de démolition. Elle a aussitôt réagi en leur fournissant un modèle de base pour aider celles qui le désirent à adopter un tel règlement.

De la volonté et de l'imagination

« Peu importe les outils, la réglementation et les efforts des intervenants, si la volonté politique de protéger le patrimoine n'est pas présente, il devient excessivement difficile d'agir », soutient pour sa part Robert Mayrand, chargé de projet en

patrimoine à la MRC des Maskoutains. Cela dit, un conseil municipal peut lier l'appareil politique et même les administrations qui lui succéderont. Il s'agit d'enchaîner des orientations en matière de culture et de patrimoine dans les outils de planification — schéma d'aménagement et plan d'urbanisme.

Quant à Benoit Lauzon, il se rend compte que plusieurs élus connaissent mal la protection du patrimoine. « Il faut en parler le plus possible, informer ces personnes-là », estime-t-il. Le maire de Thurso juge aussi important de sensibiliser la population afin que les élus aient son appui dans les dossiers patrimoniaux.

En terminant, M. Lauzon se plaît à imaginer d'autres outils qui pourraient être mis en place pour favoriser la préservation de notre héritage bâti : création d'un crédit d'impôt à la rénovation patrimoniale, limitation de l'augmentation des taxes foncières à la suite de travaux de restauration, offre de matériaux à des prix avantageux et de prêts à taux préférentiels pour ce genre de travaux, création d'un réseau d'entrepreneurs et d'artisans spécialisés en restauration patrimoniale, etc. « Oui, c'est un rêve, mais je pense que si on ne rêve jamais, on n'arrivera à rien », conclut-il. Comme quoi un colloque pratico-pratique, tel Patrimoine bâti, agir au quotidien, peut stimuler l'imagination ! ♦

Josiane Ouellet est rédactrice en chef du magazine *Continuité*.

ABCP
ARCHITECTURE

300, rue Saint-Paul bureau 412
Québec (Québec) G1K 7R1
T 418 649-7369
www.abcparchitecture.com

**Du patrimoine vivant,
en région!**

Rehabilitation de la Scala santa
Ermitage du Lac Bouchette



MOULURESDEPLATRE.COM

Daniel-Jean Primeau

514-947-8243

RESTAURATION • CRÉATION • CONSEILS EN CONSERVATION

GRAND PRIX OPÉRATION PATRIMOINE MONTRÉAL 2017

Soins première



Une des 561 maisons de style *shoebox* de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, patrimoine modeste désormais protégé par un règlement.

Source : Ville de Montréal, arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie

Certaines municipalités font preuve d'une audace admirable pour protéger leurs trésors. En voici quatre qui ont su trouver le chemin du succès sans attendre le concours des instances supérieures.

VALÉRIE GAUDREAU

Couvents, hôtels, résidences, palais de justice, bureaux de poste... Des manoirs les plus cossus jusqu'aux maisonnettes ouvrières du XX^e siècle, de nombreuses constructions méritent d'être préservées pour la postérité. Mais les besoins sont immenses en regard des ressources. Comment les villes et les villages peuvent-ils s'y prendre pour sauver les beautés érigées sur leur territoire ?

Au Québec, les municipalités disposent de divers moyens pour assurer la pérennité de leur patrimoine bâti. Elles peuvent citer des bâtiments, adopter des règlements ou se doter d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale. Plus directement, elles peuvent acheter des édifices pour les réhabiliter, ou bien fournir des conseils ou de l'aide financière aux propriétaires qui souhaitent restaurer une construction. Certaines ont su tirer le meilleur parti de ces multiples possibilités.

Montréal : boîtes aux trésors

Dans l'arrondissement montréalais de Rosemont-La Petite-Patrie se trouvent des centaines de petites maisons pas comme les autres. Avec leur toit plat et leur étage unique, elles ressemblent à des boîtes à chaussures. D'où leur surnom : *shoebox*. L'arrondissement compte pas moins de 561 de ces bâtiments construits entre 1900 et 1940 et caractérisés par une façade de briques percée en plein centre d'une porte encadrée par deux fenêtres.

Or, la pression immobilière a mis à mal les *shoebox*. Beaucoup faisaient l'objet de demandes de permis de démolir, presque

de ere ligne



Joliette a cité 44 bâtiments historiques en 2016, dont une vingtaine de résidences. Parmi elles, la maison Maurice-Lasalle, alliant styles néo-Queen Anne et Shingle, conçue par l'architecte Alphonse Durand.
Source : Ville de Joliette



Saint-Hyacinthe a acquis l'ancien couvent de la Métairie des Sœurs de la Charité en 2011. Aujourd'hui, l'édifice arbore une aile vitrée et accueille plusieurs organismes socioculturels.

Source : Ville de Saint-Hyacinthe

systématiquement accordés, ce qui menaçait ce patrimoine modeste, mais significatif. Il fallait les sauver du pic des démolisseurs avant que les terrains convoités qui les accueillent voient pousser des duplex, triplex et autres immeubles à logements multiples dans ce quartier prisé.

« C'est un patrimoine assez unique qu'on voyait disparaître », explique Patrick Bouffard, conseiller en aménagement à la Direction du développement du territoire et des études techniques de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie. Ces humbles maisons abritaient des familles de travailleurs au début du XX^e siècle. « Elles étaient souvent un premier accès à la propriété. »

Son collègue Stéphane Conant, aussi conseiller en aménagement pour le même arrondissement, situe en 2013 les balbutiements de la politique locale de protection de ce patrimoine. Au printemps 2019, Rosemont-La Petite-Patrie a adopté un règlement pour réduire la pression immobilière sur les habitations *shoebox*, encadrer leur agrandissement et la construction de nouvelles structures sur leur terrain ainsi que protéger leurs caractéristiques architecturales. Tous ces aspects sont dorénavant considérés lors de l'étude d'une demande de rénovation, de transformation ou de démolition.

L'examen tient aussi compte de la valeur patrimoniale de 1 à 3 accordée à chaque maison.

Mais la route n'a pas été facile. Des propriétaires étaient en furie, craignant pour la valeur de leur maison et le potentiel d'aménagement de leur terrain.

Patrick Bouffard et Stéphane Conant ont pris acte de la grogne causée par ce règlement. L'Arrondissement y a répondu par la mise sur pied d'un comité de travail composé de propriétaires et d'experts en patrimoine. Une importante séance de travail a eu lieu en novembre 2018. « On voulait asseoir tout le monde à la table. Les réalités se sont confrontées », dit M. Conant. Malgré tout, il considère que ces échanges parfois houleux ont aussi été « rassurants » pour les citoyens touchés. Les résidents qui souhaitaient s'opposer à la nouvelle mesure n'ont pas été assez nombreux à signer les registres pour la tenue d'un référendum.

Les deux conseillers en aménagement estiment qu'à terme, le règlement aura permis d'accroître la sensibilisation pour cet héritage d'origine populaire. « Il a contribué à faire connaître les *shoebox*, un patrimoine qui témoigne de l'histoire du quartier », dit Stéphane Conant, en soulignant le rôle de précurseur joué par Rosemont-La Petite-Patrie dans ce dossier.

« Cette adhésion de la population facilite les décisions politiques.
Quand il y a un ancrage dans la collectivité, le politique s’engage. »

— Michel Robidoux

La réflexion pour la protection de ces résidences ouvrières fait maintenant son chemin dans les autres secteurs de la métropole. Montréal compterait au total un millier de maisons de ce type, notamment dans Hochelaga, Villeray et Verdun.

Joliette : citations par dizaines

À Joliette, dans Lanaudière, 2016 a été une grosse année pour le patrimoine. Pas moins de 44 bâtiments historiques y ont fait l’objet d’une citation. La Municipalité a utilisé les dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel pour protéger les caractéristiques architecturales de ses joyaux. « Nous sommes une des rares à en avoir cité autant, et d’un seul bloc », note Paskal Guilban, directeur adjoint du Service de l’aménagement du territoire à la Ville.

Cet héritage comprend divers bâtiments construits entre 1846 et 1954. Une douzaine d’églises et de couvents, une demi-douzaine d’écoles et de collèges, le palais de justice, le bureau de poste, la gare, alouette! Près d’une vingtaine de résidences, aussi. Surtout des manoirs d’esprit victorien de l’architecte Alphonse Durand. Chaque édifice répond à des critères précis, comme la valeur historique, la rareté et l’originalité, traduisant par exemple un savoir-faire unique.

Le recours massif à la citation, amorcé avec un plan d’action de 2012, a fait des sceptiques, notamment pour les propriétés privées. « Certains propriétaires étaient frileux, reconnaît M. Guilban. Ils avaient peur de ne plus pouvoir rien faire avec leur maison ou d’être forcés à mener des travaux. Mais on les a rassurés. Oui, la citation les oblige à préserver leur résidence en bon état, mais en échange, il y a un *nanane* : l’aide de la Ville. »

La Ville de Joliette a en effet mis sur pied un programme de soutien financier. Elle assume 40 % du prix des travaux de rénovation admissibles, jusqu’à concurrence de 40 000 \$. Pour une restauration, le montant peut atteindre 50 000 \$, ce qui permet par exemple de choisir des fenêtres en bois plutôt qu’en PVC. Le budget municipal alloue 200 000 \$ par an à ce programme.

En 2017 et 2018, les autorités ont apposé une plaque nominative sur les immeubles cités. Une bonne communication est essentielle. « On explique aux citoyens que si on impose des règles, c’est pour transmettre le patrimoine aux générations futures et contribuer à la beauté de la ville », conclut Paskal Guilban.

Saint-Hyacinthe : cap sur la culture

Histoire, art, culture et patrimoine religieux semblent faire bon ménage à Saint-Hyacinthe, en Montérégie. En quelques années à peine, la Municipalité a acquis plusieurs édifices autrefois érigés par des congrégations afin de les sauvegarder.

Brigitte Massé, directrice des communications de la Ville, et Michel Robidoux, directeur des loisirs, ne cachent pas leur enthousiasme. Ils sont fiers des édifices anciens qui parent leur territoire. Au premier chef, l’ancien couvent de la Métairie des Sœurs de la Charité. Acheté en 2011 pour deux millions de dollars, l’immeuble, greffé d’une aile vitrée à l’architecture contemporaine, abrite depuis cinq ans plusieurs organismes socioculturels.

« C’était un grand geste politique », souligne M^{me} Massé. En acquérant la propriété, les autorités municipales voulaient la mettre à l’abri des promoteurs immobiliers et contribuer à préserver le paysage. « Les sœurs nourrissaient les plus démunis. On a donc choisi de redonner le couvent au milieu pour préserver leur mémoire. »

Ce n’était qu’un début. Saint-Hyacinthe est successivement devenue propriétaire de trois autres immeubles qui, à terme, doivent former ensemble un pôle culturel. En 2013, la Ville préservait ainsi le monastère des Sœurs adoratrices du Précieux-Sang, en bordure de la rivière Yamaska. Un centre d’histoire et d’archives devrait s’y installer. L’ancienne église de Notre-Dame-du-Rosaire, pour sa part, accueillerait un musée d’art. Quant à l’édifice voisin, acheté de la Fédération des caisses Desjardins du Québec pour 9,7 millions de dollars en 2017, il abriterait une bibliothèque municipale.

Beaucoup de bâtiments, beaucoup de sous. Mais la Municipalité a une vision dont elle pousse à fond la concrétisation. « De façon générale, ça passe très bien dans la population. On sent l’attachement pour la préservation de ces bâtiments intimement liés à notre histoire », explique Michel Robidoux. Il note avoir perçu une évolution depuis la fin des années 1990, avec l’élaboration de la politique culturelle de la Ville. Une croissance, aussi, de l’intérêt pour le patrimoine religieux dans cette région qui a compté plusieurs communautés.

« Cette adhésion de la population facilite les décisions politiques, estime M. Robidoux. Quand il y a un ancrage dans la collectivité, le politique s’engage. »



La Municipalité de Victoriaville a participé au projet de restauration de l'hôtel Grand Union, auquel ses citoyens tenaient beaucoup. Voici le bâtiment avant et après les travaux, terminés en 2018.

Photos : David Gosselin, Ville de Victoriaville

Victoriaville : l'hôtel du souvenir

À Victoriaville, dans le Centre-du-Québec, se dresse un témoin unique de l'histoire locale. Construit en 1889 par Thomas Jean Samson et Alfred Janelle, l'hôtel Grand Union a longtemps été une véritable porte d'entrée de la ville. Il était d'ailleurs arrivé au sommet de la liste des édifices favorisés lors d'une consultation publique sur la politique patrimoniale municipale, en 2008. Or, ce lieu identitaire n'aurait peut-être pas pu passer à la postérité sans la collaboration étroite qui s'est nouée entre les propriétaires et les autorités municipales.

En effet, l'hôtel centenaire avait perdu de son lustre au cours des dernières décennies. « Son état le rendait plus ou moins intéressant », admet Mélanie Pinard, agente de développement du patrimoine à la Ville. « Les étages du haut étaient fermés ; il restait un bar au premier étage. Mais la population de Victoriaville y était attachée. Maurice Duplessis venait souvent loger là, et l'Union nationale avait un coffre-fort dans le sous-sol. »

La Municipalité a donc répondu présente lorsque l'immeuble a été acheté en 2016 par les hommes d'affaires Guy Aubert et Max Sévégné, avec promesse de lui redonner sa superbe d'antan.

La Ville a contribué à ce projet ambitieux en accordant une somme exceptionnelle de 200 000 \$. La subvention, critiquée par certains, a notamment servi à consolider les fondations et à remettre en état le parement de brique et la toiture d'ardoise. L'immeuble restauré a ouvert ses portes en octobre 2018. Il a perdu sa vocation hôtelière, mais abrite maintenant des bureaux à l'étage et un restaurant au rez-de-chaussée.

À la fin de l'aventure, Mélanie Pinard estime qu'il était essentiel de venir en aide à cette initiative privée. « On a permis au Grand Union de retrouver son cachet. La restauration n'est pas parfaite ; le bâtiment avait subi plusieurs modifications, notamment dans les années 1940, relève-t-elle. Mais Guy Aubert et Max Sévégné lui auront permis de revivre. » Elle salue d'ailleurs la mémoire de M. Aubert, décédé en mars 2019, quelques mois à peine après avoir vu son grand projet réalisé.

La renaissance du Grand Union aura aussi, pour l'agente de développement du patrimoine, confirmé que la restauration d'un immeuble historique exige souvent des compromis entre les administrations municipales, les investisseurs privés et les contribuables. Tous n'ont pas les mêmes objectifs. « Si on avait été puristes, je ne suis pas certaine qu'on aurait pu arriver à une entente, conclut-elle. Mais on a réussi ! » ♦

Valérie Gaudreau est rédactrice en chef au quotidien *Le Soleil*.



ATELIER DE MÉTALLERIE ET DE FERRONNERIE
D'ART RÉFECTION ET RESTAURATION
D'OUVRAGES MÉTALLIQUES ARTISANAUX

mbmetalliers.com | 514 939-6753

RBQ # 5736-5538-01



Là où le patrimoine bâti, le patrimoine immatériel
et le patrimoine culturel et naturel se marient.

Ouvert tout l'hiver, du lundi au vendredi
de 10h à 17h

Expositions, visites guidées et consultation de récits
et de témoignages



MUSÉE
DE LA MÉMOIRE
VIVANTE

POUR LA CONTINUITÉ DE LA MÉMOIRE

710, ave. De Gaspé O. Saint-Jean-Port-Joli (Québec) 418 358-0518
information@memoirevivante.org www.memoirevivante.org



Eglise Sainte-Perpétue-de-Lislet Restauration des parlements, 2018

MARIE-JOSÉE DESCHÊNES
architecte
architecture . patrimoine . paysages
www.mjdarchitecte.com



Sous la direction de
Joanne Burgess
Paul-André Linteau

ISBN : 978-2-7637-4329-5 • 25,00 \$

Notre patrimoine
son passé
son présent
son avenir

   Suivez-nous!

www.pulaval.com Presses de l'Université Laval



Il n’y a pas que les villes qui peuvent agir pour préserver le patrimoine bâti à l’échelle locale. Jour après jour, des citoyens convaincus ajoutent leur pierre à l’édifice.

JOSIANNE DESLOGES

Restaurer des bâtiments patrimoniaux implique de faire face à des obstacles qu’on ne soupçonne pas toujours : vivre pendant des mois avec des échafaudages, user de sa parole citoyenne pour convaincre tout un village, négocier ferme avec les instances municipales... et même affronter le diable !

Continuité a discuté avec des citoyens investis dans la préservation du patrimoine bâti. Ces passionnés nous font part

de leurs motivations, des défis qu’ils ont dû relever et des clés de leur succès.

Le rang des Anglais

Séduit par la beauté et l’authenticité de l’ensemble patrimonial religieux de sa municipalité — Saint-Paul-d’Abbotsford, en Montérégie —, Jean-Marie Bergman s’implique au conseil d’administration d’Héritage Abbotsford depuis plusieurs années et en a pris la présidence en 2017. Son but ? Préserver ces lieux et les redonner à la communauté. Aussi connu sous le nom de « rang des Anglais », cet ensemble comprend deux petites églises protestantes (l’église Abbotsford United Church et l’église anglicane Saint-Paul) et leurs cimetières, un presbytère et la salle paroissiale Saint-Paul. « C’est comme si c’était gelé dans le temps depuis 150 ans », indique le président. Il y a encore des portraits de George V et de Mary de Teck au mur de la salle paroissiale et une affiche montrant les premières pommes cultivées à Saint-Paul. Ces fruits ont été présentés à l’exposition universelle de Paris en 1900 et ont obtenu des prix. « C’est très émouvant de voir que l’ensemble religieux existait avant même la création du village. »

Restaurer ce joyau historique dans les règles de l’art implique beaucoup de patience et de persuasion auprès des politiciens et de la communauté. Jean-Marie Bergman trouve son inspiration dans le souvenir d’un grand-père qui a voulu toute sa vie devenir le conservateur du château de son patelin. Pour financer ses projets d’entretien et de restauration, Héritage Abbotsford organise notamment des activités familiales au presbytère et des concerts à l’église Saint-Paul. Les enfants, leurs parents et les mélomanes se réapproprient ainsi un endroit longtemps ignoré — voire craint — par les catholiques, qui se faisaient dire, il y a quelques générations à peine, que le diable y habitait.

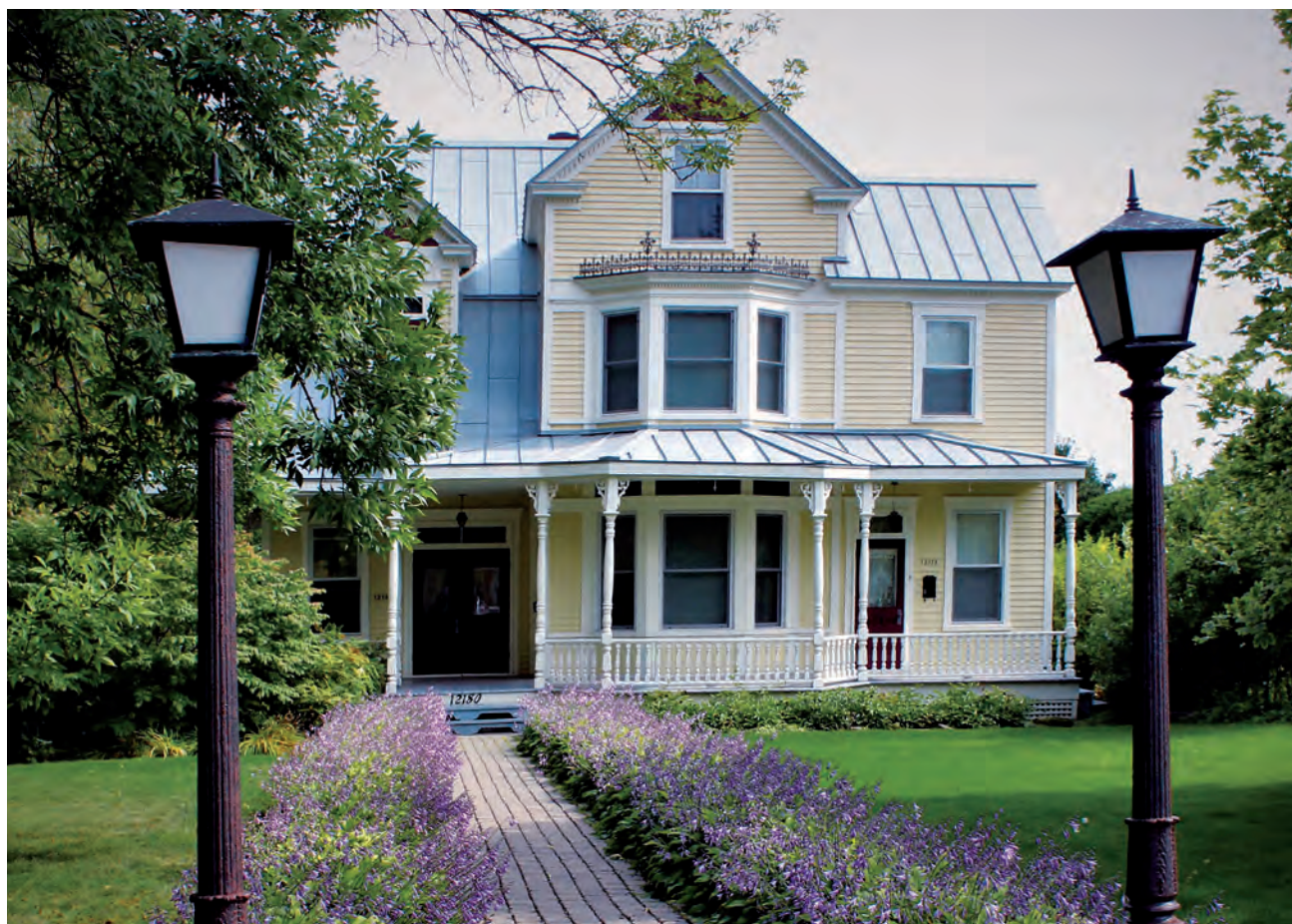
Si la crainte du démon est moins courante aujourd’hui, les bénévoles ont dû travailler fort pour mettre en lumière ces lieux trop longtemps restés dans l’ombre à cause du mur invisible qui séparait encore récemment les communautés anglophone et francophone du secteur. « Utiliser le lieu lui donne une renommée et du capital politique, ce qui permettra de terminer les travaux », indique le président.

Malgré les dons de la diaspora anglophone pour l’entretien des églises, il manque un appui financier gouvernemental

Érigée en 1822, l’église Saint-Paul compte parmi les plus anciennes du diocèse anglican de Montréal (qui englobe la Montérégie). Elle arbore une toiture fraîchement restaurée par Héritage Abbotsford.

Source : Héritage Abbotsford

s de passion



pour achever les travaux. Ayant épuisé les ressources attribuées pour la préservation du patrimoine religieux, Héritage Abbotsford tente maintenant une nouvelle approche. Pour ce faire, l'organisme a dû laïciser l'ensemble et insister sur sa valeur culturelle unique. Une fois restaurés, les bâtiments pourront être utilisés au quotidien plutôt que pour un ou deux événements par mois.

La maison du père Noël

Après avoir construit deux chalets et remis au goût du jour un bungalow datant de 1959, Pierre Bleau s'est lancé dans le projet de sa vie : restaurer une maison victorienne du Vieux-Pointe-aux-Trembles. Il y œuvre patiemment depuis 20 ans et il a encore une petite liste de travaux à terminer.

Au moment de l'achat des lieux, M. Bleau était ingénieur civil pour la Ville de Montréal et sa femme, urbaniste. Leurs



Maison de Pierre Bleau avant (en bas) et après la restauration de ses éléments extérieurs.

Photos : Pierre Bleau



Annie Claessens et Patrick Soucy ont gagné un Prix du patrimoine 2019 de la Ville de Lévis pour la restauration des fondations, revêtements extérieurs et ornements de leur complexe agricole.

Photo : Constance Fréchette

réseaux combinés créaient un vaste bassin d'experts à qui demander conseil pour rénover leur maison dans le respect de la réglementation municipale et des normes de construction.

Outre ces relations et son aptitude à dénouer des problèmes insolubles, Pierre Bleau a pu compter sur ses habiletés sociales dans la réalisation de son projet. L'homme qui lui a vendu sa maison ancienne reprenait une partie du terrain sur laquelle elle était bâtie pour s'en construire une nouvelle. Il préférerait confier les vieux murs de sa précédente demeure à une famille qui allait lui redonner sa beauté d'antan, plutôt que de la vendre à un entrepreneur qui l'aurait remplacée par des logements neufs. « Il choisissait ses voisins, note Pierre Bleau, et nous avons travaillé ensemble pour tracer un chemin commun, qui mène au fleuve. »

Les nouveaux propriétaires de la maison sont aussi entrés en contact avec des membres de la famille Benoît, qui l'avait habitée autrefois. « Ils ont été très généreux. Ils sont venus nous visiter, nous ont raconté plein d'anecdotes. Ils nous ont même donné leurs albums de photos pour que nous puissions voir comment était la maison à l'époque », relate Pierre Bleau. Ces images en noir et blanc révélaient une beauté contrastant avec le revêtement en vinyle, les volets verts et le toit rouge présents lors de l'achat. Une allure particulière qui, pendant des années, a valu à l'endroit le surnom de « maison du père Noël ». Après avoir mis une décennie à restaurer l'intérieur et une fois sa petite famille bien installée, Pierre Bleau a pu s'attaquer à cette structure extérieure.

Pour faire fabriquer les barreautins de la galerie et les têtes de porte, le propriétaire a tissé des liens avec des artisans. Il fallait les convaincre du sérieux de sa démarche et leur laisser la liberté de travailler selon leur propre échéancier pour réussir à leur faire accepter des commandes exigeantes malgré leur âge souvent avancé. Aussi passionné qu'eux, Pierre Bleau a toujours pris soin de leur envoyer des photos de la progression de ses travaux.

La Ferme Lacto-Phylum

Patrick Soucy et Annie Claessens sont propriétaires de la Ferme Lacto-Phylum dans le secteur Saint-Nicolas, à Lévis. Ils y cultivent du soja, du lin et de l'ail bio. En 2002, le couple de frais diplômés en agronomie acquiert ce domaine qui compte une maison ancienne et plusieurs bâtiments de ferme

au bord du fleuve Saint-Laurent. Patrick avait grandi sur une terre agricole et était habile de ses mains, alors qu'Annie avait vu ses parents rénover patiemment leur propre maison ancestrale. Leur bagage familial les prédisposait à se lancer aussi dans l'aventure de la restauration.

Rénover en couple, avec quatre jeunes enfants qui plus est, exige de faire certains compromis. « Je voulais que ce soit beau et Patrick voulait que ce soit fonctionnel. Parfois, on allait dormir sans avoir trouvé de solution », raconte Annie Claessens. Un exemple? L'arche entre la cuisine et le salon est restée en plan pendant trois ans. Madame voulait qu'elle soit courbée, comme le haut des fenêtres, alors que monsieur voulait conserver la ligne d'origine, droite, pour laquelle le couple avait déjà fait faire tous les morceaux. « Elle a gagné. Mais je dois admettre que c'est beau en maudit! » rigole Patrick Soucy, qui n'a gardé aucune amertume de sa « défaite ».

Les propriétaires venaient de refaire la grange en planches et avec des fenêtres à carreaux, afin de l'utiliser comme hangar et comme petite écurie, lorsqu'ils ont obtenu l'aval du MAPAQ pour faire de la production laitière. La nouvelle vocation du bâtiment exigeait d'installer une porte de garage pour y faire entrer la machinerie et le foin. Comme il n'était pas question de défigurer sa façade, ils ont aménagé la porte sur le côté — un autre compromis entre esthétique et fonctionnalité.

Leur expérience en matière de préservation du patrimoine a bien aidé les agriculteurs, notamment à surmonter un an et demi de négociations avec la Ville de Lévis, lorsqu'ils ont voulu construire tout près de leur ensemble patrimonial une fromagerie à l'architecture plus moderne. Un rappel dans les matériaux et beaucoup de persévérance leur ont permis d'atteindre leur but en 2018. Et même de remporter l'un des Prix du patrimoine remis par la Ville l'année suivante.

Le Centre culturel Le Griffon

En 1999, lorsque Vincent Malouin entre dans l'ancien entrepôt frigorifique de L'Anse-au-Griffon, à Gaspé, avec quelques autres citoyens soucieux de le préserver, sa visite le replonge en enfance. « Une partie de l'entrepôt servait pour les fermes du coin. Plus jeune, j'allais y entreposer de la viande avec mon père », raconte-t-il.

Construit en 1942, l'endroit était abandonné depuis le début des années 1990. L'usine La Crevette du Nord Atlantique voulait

Avec un profond attachement à la cause, de la volonté et des efforts soutenus, tout est possible !

l'acheter pour le démolir et en faire un stationnement. « Il y avait urgence d'agir », indique M. Malouin.

Alors qu'on trouvait plusieurs entrepôts semblables dans la région il y a quelques dizaines d'années, peu ont survécu. Celui de L'Anse-au-Griffon avait l'avantage d'être placé au bord de l'eau, offrant une vue imprenable. Également, il a pu compter sur les efforts de citoyens convaincus. « On était tous des villageois qui s'impliquaient bénévolement », relate Vincent Malouin.

La Ville a écouté ces passionnés, les a laissés mener des consultations auprès de la population et créer une structure de gestion. Composé de gens proches de la culture et du patrimoine et doués en administration, le groupe inspirait confiance aux partenaires financiers. Toutefois, l'immensité du bâtiment laissait certaines personnes sceptiques. « Mais après le premier montage financier, quand les gens ont vu qu'on allait entamer des travaux, la donne a changé et il y a eu une mobilisation extraordinaire », indique Vincent Malouin.

De 2004 à 2007, tant que le chantier était en cours pour le réaménagement du rez-de-chaussée de ce qui est aujourd'hui le Centre culturel Le Griffon, l'appui de la communauté ne faiblissait pas. À ce stade, l'édifice abritait le Café de l'Anse, un des meilleurs restaurants du coin, ainsi qu'une galerie d'art et une salle multifonctionnelle.

Toutefois, en 2009, un nouvel écueil attendait les meneurs du projet. « On a frappé un mur. On était à la limite de ce que des bénévoles peuvent faire, raconte Vincent Malouin. L'achalandage était là, il fallait seulement trouver le bon mode de gestion, qui viserait la rentabilité rapidement. » Après avoir retourné la question dans tous les sens, le groupe est arrivé à la conclusion qu'il fallait terminer la rénovation du bâtiment afin de l'exploiter sur deux étages et d'avoir plus d'espaces locaux. Depuis, la formule gagnante mélange bénévolat et travail rémunéré, surtout pendant la saison touristique. Des événements ponctuels permettent de continuer à financer le projet, dont 70 % des revenus proviennent du Café de l'Anse.

Au prix de bien des batailles, il aura fallu huit montages financiers et 1,6 million de dollars pour réhabiliter complètement le bâtiment. La communauté a réussi à sauver l'endroit en le transformant. « Ça reste fragile sur le plan financier, admet Vincent Malouin, mais nous avons payé nos dettes. Il y a une grande fierté autour du projet. C'est quand même un immense bâtiment, bien rénové. Et on a encore des projets devant nous ! » Pour en savoir plus sur ce projet, lisez le texte de Julie Pineault, agente de développement rural — culture et commu-



Des citoyens attachés à l'ancien entrepôt frigorifique de L'Anse-au-Griffon l'ont sauvé de la démolition et transformé en centre culturel. On le voit ici avant (en haut) et après sa restauration.

Photo : Roger St-Laurent

nication de la MRC La Côte-de-Gaspé, publié dans le site Web de *Continuité*.

En résumé, si préserver le patrimoine bâti réserve souvent son lot de surprises, ces quatre histoires inspirantes sont la preuve qu'avec un profond attachement à la cause, de la volonté et des efforts soutenus, tout est possible. ♦

Josianne Desloges est journaliste au quotidien *Le Soleil*.

La culture par les f

À Lac-Édouard, en Mauricie, trois entrepreneurs ont acquis un domaine historique pour lancer une production fruitière. Leur plan d'affaires : cultiver à la fois la terre et la mémoire de ce lieu unique.

MÉLANIE ST-HILAIRE



Simon Parent a trouvé un champ pas comme les autres. On y plante des fraisiers... et on y récolte des biens patrimoniaux ! Le président de la société agricole Novafruit cherchait un site au climat nordique pour produire des fraises hors saison, à récolter en juillet, quand les variétés d'été s'épuisent alors que celles d'automne se font encore attendre. Une idée folle a alors germé. Près du village de ses grands-parents maternels se trouvait un sanatorium déserté avec

une ferme en friche, où il allait jouer, enfant. Pourquoi ne pas s'y installer ?

En 2014, l'agriculteur prenait racine à Lac-Édouard, sur les hauts plateaux laurentiens, entre Québec et le Lac-Saint-Jean. Avec son frère Éric et son ami David Lemire, il acquérait le site historique : 16 hectares comportant 13 bâtiments du début du XX^e siècle. D'aucuns auraient rasé ces ruines. Les partenaires ont plutôt choisi de les restaurer une à une, ce qui leur a valu le prix Projet remarquable remis par Action patrimoine en 2019.

re raïses



Construite en 1925, la grange-étable est de nouveau utile ! S'y trouvent désormais un entrepôt réfrigéré ultramoderne de même que des salles de semis, de nettoyage et d'emballage.

Source : Le San - Station boréale

« On s'est vite rendu compte que cette terre venait avec divers patrimoines qui méritaient d'être mis en valeur, explique Simon Parent. On a donc élaboré un concept unissant nature, culture et agriculture. »

Entre loisir et santé

Avec ses quelque 190 habitants, la municipalité de Lac-Édouard est un infime point sur la carte. Au début du XX^e siècle, toutefois, c'est un haut lieu de villégiature pour le « beau monde ». Lorsque le chemin de fer relie Québec au Lac-Saint-Jean, vers 1885, les Américains cossus se pâment pour ce paysage idyllique. À la pourvoirie locale, le Paradise Fin and Feather Club, ils affluent pour pêcher la truite mouchetée. Dans les années 1920, Florenz Ziegfeld, producteur de cinéma et de comédies musicales à New York, bâtit sur une île du lac sa résidence estivale, arrivant au village chaque année dans son propre train à huit wagons. Il ins-

talle même une salle de cinéma au sanatorium, projetant ses films muets en avant-première aux patients !

En effet, Lac-Édouard est aussi un lieu réputé de traitement de la tuberculose. Son sanatorium, parmi les premiers à ouvrir au Québec, en 1909, offre une cure d'air frais à 400 mètres d'altitude. Il se targue du plus haut taux de guérison au pays. « L'esprit de communauté y est très fort. Malades, docteurs et infirmières mènent ensemble une bataille pour la vie », raconte Simon Parent. Dans les années 1930, jusqu'à 225 patients et 100 employés y sont logés et nourris en autarcie quasi complète. L'établissement ferme en 1968, rendu caduc par la découverte d'antibiotiques. Il est converti en centre de réadaptation, puis en base de plein air, avant d'être abandonné vers l'an 2000.

Un site à remettre sur pied

Lorsque les propriétaires actuels s'y pointent, la propriété est en perdition. La broussaille a envahi les champs au point de masquer la grange. Les maisons sont placardées ; les fenêtres de l'hôpital, fracassées. Le terrain est jonché de toilettes et de carcasses de voitures renversées. Le village sanatorial, parmi les derniers du genre à subsister en Amérique du Nord, est devenu un site fantôme livré aux squatteurs.

Tout en plantant les premiers fraisiers, l'équipe rétablit l'électricité et l'eau courante. Puis, elle entame la restauration des bâtiments les plus utiles à court terme. L'écurie de 1909 est remise en état, ainsi que la monumentale grange-étable construite en 1925. « C'est une des plus belles au Québec. Là où on entreposait le foin, on se croirait dans une cathédrale ! » Suivent le garage et la maison voisine, autrefois partagée par le fermier et le cocher. L'équipe tente de recréer le style d'origine, enseveli sous les couches de matériaux. Ainsi, elle donne aux bâtiments agricoles la couleur sang-de-bœuf et le toit argenté typiques des fermes du Vermont, qui s'en rapprochent par le design.



La maison du fermier et du cocher, datant de 1918, a retrouvé son lustre. Elle accueille à présent un café-musée ainsi qu'un gîte pour les touristes.

Source : Le San - Station boréale

Les secrets de la guérison

Les trois entrepreneurs parviennent à trouver des sources de financement externes au réseau du patrimoine. Les ministères québécois et canadien de l'Agriculture contribuent à la réfection de la grange, notamment par un programme « multifonctionnalité » qui appuie le maintien du paysage rural. Une subvention en tourisme permet de rénover trois maisons, qui devraient ouvrir comme gîtes en 2020.

« La clé de notre succès ? On restaure toujours un lieu pour s'en servir », résume Simon Parent. La grange-étable accueille désormais un entrepôt réfrigéré ultramoderne ainsi que des salles de semis, de nettoyage et d'emballage. Quant à la maison, elle est devenue un café-musée et un gîte chaleureux pour les touristes. Une étudiante de l'Université du Québec à Montréal réalise actuellement une étude du site qui guidera les prochains efforts de conversion.

Aujourd'hui, le San - Station boréale — sa nouvelle appellation — poursuit la mission agricole et touristique de Lac-Édouard. Il emploie une quinzaine d'ouvriers saisonniers pour la culture des fraises. Il produit en plus une variété de légumes destinés aux marchés locaux et élève des espèces patrimoniales, comme la poule chantecler. Les visiteurs peuvent goûter à cette vie champêtre, mais aussi s'échapper dans la nature sauvage de l'arrière-pays. Tentes au bord de l'eau, expéditions en canot, sentiers de randonnée...

Avoir un lieu dans le sang

« Mon grand-père a passé sa vie à faire découvrir cette région aux touristes. Je reprends désormais sa vocation », sourit Simon Parent. Ses ancêtres Armand et Béatrice Simard tenaient un hôtel à la gare de Lac-Édouard. Lui gérait le club de chasse local ; elle savait danser le charleston. Le San, c'est aussi leur héritage.

Pour un citoyen sans fortune personnelle, restaurer un tel patrimoine peut sembler impensable. « C'est l'œuvre d'une vie, convient Simon Parent. Mais ça se fait. On avance au pic et à la pioche, à mesure qu'on a les moyens. On développe notre vision tout en prenant les étapes une à une, chaque bâtiment étant restauré en fonction de son nouvel usage. » Le résultat est stimulant.

Préserver le passé, c'est aussi protéger l'avenir. En témoigne un autre élément précieux du patrimoine de Lac-Édouard : une jolie bête longue de 12 cm au plumage noirâtre. Le martinet ramoneur, une espèce menacée, a élu résidence dans la cheminée de l'ancienne chaufferie du sanatorium. Avec l'aide de trois organismes de conservation, le San a investi pour restaurer la structure, qui abrite une centaine d'individus. Cet été, des oisillons sont nés dans deux nichoirs naturels des environs. Ça ne s'était pas vu depuis un demi-siècle. ♦

Mélanie St-Hilaire est rédactrice agréée.

Un engagement naturel

En 2019, la Société Provancher a fêté son 100^e anniversaire.
Retour sur un siècle de protection du patrimoine naturel québécois.

RÉHAUME COURTOIS

Au début du XX^e siècle, au Québec, l'importance de la chasse, du braconnage et de la vente illégale de gibier menaçait certaines espèces. Les oiseaux marins des îles du Saint-Laurent étaient particulièrement vulnérables : en plus d'abattre les adultes en grand nombre, on prélevait leurs œufs à des fins commerciales. C'est pour les protéger que la Société Provancher d'histoire naturelle du Canada a vu le jour en 1919. Dès lors, l'organisme a fait des représentations auprès des gouvernements afin d'embaucher des gardiens sur les îles du Saint-Laurent et en a engagé lui-même.

Depuis, la Société Provancher n'a cessé de poser des gestes pour préserver la nature, un legs auquel on ne pense pas d'emblée lorsqu'on parle de patrimoine. Pourtant, le genre humain n'aurait pas survécu sans des ressources essentielles comme l'eau, l'air ou les espèces végétales et animales.

Pour sauvegarder cet important héritage, l'organisme a notamment acquis différents sites d'intérêt au fil du temps. Son histoire s'inscrit dans celle, plus large, de la conservation de la nature au Québec.

Premiers gestes de défense

Abondantes à l'arrivée des premiers Européens, les ressources naturelles ont

vite été exploitées de façon intensive à des fins de subsistance et de commerce. Sans conscientisation des colons ni réglementation adéquate, la faune a souffert. La tourte voyageuse, pourtant l'oiseau le plus abondant sur la planète au XIX^e siècle, est disparue en 1914. Le grand pingouin, en 1844. À cela s'ajoutent de nombreuses disparitions locales, comme le morse aux îles de la Madeleine ou le caribou forestier sur la majeure partie de son aire de répartition.

Dans son *Histoire de l'écologie au Québec*, Yves Hébert rappelle que nos ancêtres ont pris assez tôt conscience de la fragilité de nos ressources naturelles. Dès 1850, par exemple, l'agronome William Evans déplorait la raréfaction des arbres sur les terres agricoles et l'absence d'efforts de reboisement. Certaines mesures de conservation ont peu à peu été adoptées : interdiction de brûler les arbres debout lors de la colonisation, établissement de réserves forestières, reboisement et création des deux premiers parcs du Québec en 1895. Pendant la première moitié du XX^e siècle, une vision plus globale de la foresterie et de l'environnement s'est développée grâce à l'apport de diverses sciences : botanique, biologie, écologie, entomologie, etc.

Un siècle d'implication

Les premières actions de la Société Provancher visaient la sauvegarde des sites de reproduction d'oiseaux marins et s'inscrivaient dans les courants de conservation naissants. Dans sa première décennie d'existence, soit en 1927 et en 1929, l'organisme a acheté trois îles de l'estuaire du Saint-Laurent pour les préserver de l'abatage des oiseaux au nid et du prélèvement intensif des œufs. La Société a multiplié les activités pour sensibiliser les chasseurs, le public et les jeunes à la protection des oiseaux marins : distribution de feuillets explicatifs dans les écoles, conférences, films, etc. Elle a favorisé l'acquisition des connaissances en réalisant elle-même des études, en s'associant à des collaborateurs de renom et en faisant des démarches pour l'établissement de centres de recherche. Au fil des ans, ses interventions se sont étendues à la faune terrestre et, au cours des dernières décennies, aux espèces menacées, en collaboration avec le gouvernement du Québec.

Aujourd'hui, la Société Provancher protège sept territoires, dont cinq ont été reconnus comme réserves naturelles. Deux territoires sont aménagés pour accueillir le public, un moyen moderne de sensibiliser la population à l'importance de préserver la



Refuge pour les oiseaux migrateurs, le Parc naturel et historique de l'Île-aux-Basques possède une grande richesse végétale, qui comprend notamment 47 espèces de plantes des rivages marins.

Photo : Rhéaume Courtois

nature. Finalement, en publiant la revue *Le Naturaliste canadien*, l'organisme contribue à la diffusion des connaissances de pointe en sciences naturelles dans un langage accessible à tous.

Deux sites exceptionnels

Le Parc naturel et historique de l'Île-aux-Basques et la Réserve naturelle du Marais-Léon-Provancher sont les deux sites ouverts aux visiteurs. La Société Provancher les entretient avec un soin jaloux. L'île aux Basques, de 2 km sur 0,5 km, située au large de Trois-Pistoles, est un lieu de rendez-vous des eiders à duvet et d'autres oiseaux marins. Comme les deux îles voisines, la Razade d'en Haut et la Razade d'en Bas, qui lui appartiennent également, l'île aux Basques possède le statut de refuge d'oiseaux migrateurs. Elle fait les délices des ornithologues avec ses 229 espèces aviaires, tant aquatiques que terrestres. Mais la Société l'a aussi acquise en raison de sa richesse végétale — on y trouve notamment 47 espèces de plantes associées au rivage maritime, comme le seigle de mer et l'iris à pétales aigus — et parce qu'elle abrite de précieux vestiges archéologiques.

En 1938, la Société a d'ailleurs restauré les fours basques et a fait ériger sur cette île

un monument commémoratif et une stèle rappelant son importance historique pour les pêcheurs basques, qui y chassaient la baleine, et pour les premiers explorateurs européens. De plus, l'organisme a parrainé des recherches archéologiques réalisées par l'Université Laval entre 1990 et 1993. Ces travaux ont démontré la place stratégique de l'île dans les échanges commerciaux entre nations autochtones, de même qu'entre ces nations et les pêcheurs européens.

Au fil des ans, la Société a ajouté diverses structures d'accueil afin que les visiteurs de l'île aux Basques puissent profiter de la faune, de la flore, des paysages terrestres et marins ainsi que des vestiges historiques. Trois chalets y permettent des séjours; le gardien de l'île organise des visites guidées quotidiennes. Des stages pour les ornithologues et les étudiants sont possibles. Sentiers, petit musée de sciences naturelles et panneaux d'interprétation sur les points d'intérêt de l'île et son histoire s'offrent également aux visiteurs.

Quant au site de la Réserve naturelle du Marais-Léon-Provancher, la Société Provancher l'a acquis en 1996. Elle s'est alors engagée à le préserver à perpétuité, en assurer la gestion et le mettre en valeur. Située à Neuville près de Québec et d'une superficie

de 125 hectares, cette réserve naturelle comporte un marais de 19 hectares aménagé en 1994 par Canards Illimités Canada ainsi que des friches et des terrains boisés qui jouxtent le fleuve.

Ces écosystèmes renferment un patrimoine naturel remarquable. L'inventaire de la flore vasculaire y a relevé près de 450 groupes taxonomiques, dont une plante figurant parmi les espèces désignées menacées au Québec, la gentiane de Victorin, et quelques espèces rares, notamment le chalef changeant et la shépherdie du Canada. La liste des oiseaux observés comprend 219 espèces, dont tous les canards barboteurs du Québec et plusieurs canards plongeurs. Le marais attire au moins huit autres espèces aquatiques, dont le petit blongios, menacé. Les portions boisées du site abritent de nombreux oiseaux résidents ou migrateurs, certains charmant particulièrement les visiteurs, comme le tyran huppé, le viréo mélodieux et le passerin indigo.

Du côté des mammifères, 19 espèces profitent de la réserve naturelle. Elles vont du rat musqué au cerf de Virginie en passant par le lièvre d'Amérique. Poissons, amphibiens et reptiles sont également présents, et des inventaires révèlent une grande diversité d'insectes.

Aujourd'hui, la Société Provancher protège sept territoires, dont cinq ont été reconnus comme réserves naturelles.



Accessible gratuitement, la Réserve naturelle du Marais-Léon-Provancher comporte un marais de 19 hectares, des friches et des boisés formant un patrimoine naturel remarquable.

Photo : Pascal Huot

L'accès à la Réserve naturelle du Marais-Léon-Provancher est gratuit. Tout au long de l'année s'y tiennent des activités d'éducation et d'information. La Réserve est reconnue comme le deuxième site ornithologique en importance dans la région de Québec. Elle accueille chaque année environ 20 000 visiteurs : ornithologues, photographes, familles, groupes scolaires, amateurs de la nature, etc.

Ce n'est pas fini

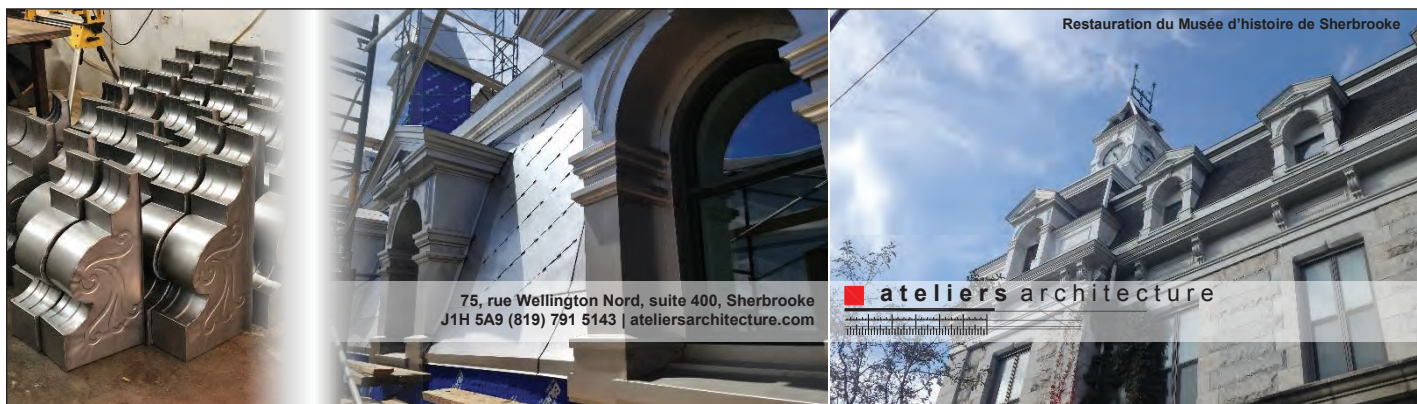
Il reste encore énormément à faire au Québec pour assurer la survie des milieux naturels et de leurs habitants. Malgré les actions de sensibilisation de nombreux organismes comme la Société Provancher, la

province compte aujourd'hui 20 espèces animales classées menacées, 18 désignées vulnérables et 115 susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables. À celles-ci s'ajoutent 78 espèces végétales désignées menacées ou vulnérables. De plus, 332 plantes vasculaires et 226 plantes vasculaires sont susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables.

Les solutions résident dans une augmentation des superficies protégées et de leur interconnexion, en particulier sur les terres privées du sud du Québec. Pour y parvenir, les organismes de conservation devront acquérir de nouveaux territoires et obtenir des servitudes de conservation des

propriétaires fonciers. Cela demande que des mesures législatives et réglementaires soient mises en place. Les décideurs étant à l'écoute des citoyens, de tels changements passent inévitablement par une sensibilisation accrue de la population — particulièrement des jeunes — à la situation difficile de la biodiversité et à l'importance des services écologiques rendus par les écosystèmes. ♦

Réhaume Courtois est biologiste et membre de la Société Provancher.



Décor équatériens

Mélissa Mars, designer d'intérieur spécialisée en patrimoine, parcourt l'Amérique du Sud et l'Europe à vélo, à la découverte d'intérieurs anciens. Nous la suivons dans son périple. Deuxième étape : l'Équateur.

MÉLISSA MARS

Il m'a fallu près de cinq semaines pour traverser à vélo la portion andine de l'Équateur, territoire de volcans. D'Ibarra à Cuenca en passant par Quito, ma quête d'intérieurs historiques m'a menée dans une région qui se révèle par les traces de son passé. Ici, le plancher d'un patio couvert de galets de rivière, avec insertions d'os de vache polis, dénote l'héritage d'une vieille tradition hispanique. Là, les fins détails du décor d'une ancienne gare rappellent l'âge d'or du train reliant les Andes à la côte et aux villes portuaires.

Le long de cette colonne vertébrale que sont les Andes, les intérieurs racontent l'histoire du pays.

La trace du territoire

Outre ses fameuses places principales ceinturées d'églises et d'édifices municipaux aux décors souvent majestueux, l'Équateur recèle des trésors d'intérieurs patrimoniaux.

Ainsi, dans le cœur historique de Quito, la capitale, l'architecture art nouveau du Teatro Bolívar (1933, réalisation de la firme américaine Hoffman-Henon) m'interpelle autant que les églises d'or. Témoin de l'avant-garde culturelle du pays durant les années 1930, cet édifice abritait alors l'une des plus grandes salles de spectacle de la côte ouest de l'Amérique du Sud. Une fois franchi le seuil des portes battantes, la découverte d'intérieurs majestueux portant des signes

de calcination confirme ma lecture de ce pays : l'Équateur cultive et met en scène les vestiges du passé et leurs cicatrices. En effet, les traces de suie présentes sur les murs et plafonds finement ornés rappellent l'incendie de 1999 qui a endommagé considérablement l'édifice, en pleine réhabilitation à l'époque. L'argent manquant, la remise en état s'est limitée à consolider la structure et à restaurer la salle de spectacle. Quant aux espaces intérieurs adjacents, ils conservent les marques du sinistre, plongeant le spectateur dans l'histoire du lieu, de sa renommée à son déclin.

Dans la même veine, il est fréquent de découvrir des fragments de peintures murales anciennes, des fissures ou des compositions asymétriques dues aux séismes. Ces fragments révèlent des événements marquants, autant dans la capitale que dans les petites villes.

Plus au sud, à Latacunga, se trouvent les ruines d'un moulin à farine (1676) sur lesquelles repose désormais la Maison de la culture, un édifice moderne. L'ensemble dénote à la fois la force imprévisible du volcan Cotopaxi, qui a détruit la ville à trois reprises (1698, 1757, 1877), et la résilience des habitants qui, toujours, reconstruisent. Depuis les espaces intérieurs de la Maison de la culture, on peut apercevoir les anciennes meules et les murs composés de pierre et de chaux qui ont survécu au temps et aux séismes.

Finalement, après la visite de plusieurs édifices du centre historique de Cuenca, un constat s'impose : plusieurs intérieurs possèdent des plafonds de tôle peinte. Importés de France, ces plafonds révèlent l'influence des échanges commerciaux au cours du XX^e siècle. Ainsi, lorsqu'ils exportaient des patates, du cacao et surtout le panama, célèbre chapeau de paille tressée très prisé par les Français, les Équatériens rapportaient dans leurs valises inspiration, produits et matériaux de construction. Parmi ceux-ci, les fameuses tôles qui recouvrent encore aujourd'hui les plafonds d'intérieurs prestigieux de Cuenca.

De la colonisation à l'émancipation ?

Éléments nouveaux sur mon parcours, les décors peints des églises — des plus modestes aux plus somptueuses — utilisent trompe-l'œil et coups de pinceau minutieux pour imiter des matériaux nobles (marbre et bois) et reproduire de fortes images catholiques. Édifiées dans tous les villages et quartiers des villes à des fins d'évangélisation, ces églises et chapelles témoignent, par la finesse de leur art pictural, de la puissance du catholicisme durant la conquête espagnole.

Si certaines villes ont décidé de détruire toute trace de cet héritage douloureux, d'autres en ont fait la richesse de leurs attraits touristiques. Ainsi, alors qu'Otavallo a rasé la majorité de ses édifices coloniaux religieux



Les décors peints des églises équatoriennes ont notamment recours au trompe-l'œil pour imiter des matériaux nobles.

Photos : Mélissa Mars



Dans les années 1930, le Teatro Bolívar abritait l'une des plus grandes salles de spectacle de la côte ouest de l'Amérique du Sud. Des marques de l'incendie de 1999 rappellent l'histoire du lieu.



Ce plancher de patio couvert de galets de rivière arbore des insertions d'os de vache polis, vestiges d'une tradition hispanique.

pour faire place à une architecture moderne, Quito affirme quant à elle fièrement ce patrimoine monumental dans son paysage escarpé. Couvents, monastères, chapelles et églises y sont maîtres des lieux (et des fonds de restauration), dont l'impressionnante église de la Compañía de Jesús (1605-1765), aux intérieurs baroques d'influence mauresque décorés de feuilles d'or, où se bousculent les touristes.

Des institutions créatives

Pour brosser un portrait fidèle de ma traversée, je ne peux faire omission des maux qui fragilisent la pérennité de ce patrimoine : la corruption, l'individualisme et l'incompétence. Des monuments sont détruits parce qu'ils déplaisent aux nouveaux hommes politiques, des édifices se construisent dans les vieilles trames urbaines, des divisions malheureuses ou des installations électriques et sanitaires douteuses surgissent mal à propos, des fonds sont détournés, et j'en passe.

De cet amalgame émergent pourtant des initiatives salvatrices. Par exemple, à Ibarra, dont le centre historique se dépeuple et les plus anciennes maisons se délabrent, la Ville a choisi d'implanter tous ses services dans des édifices historiques, réhabilitant patios et pièces en enfilade. Même réflexe à Riobamba, qui a installé certains de ses espaces de travail dans un des plus importants édifices du centre historique. Par ailleurs, afin de contrer le désintérêt des architectes de la région et leur manque de collaboration, la Ville de Riobamba a pris le parti de sensibiliser ses jeunes citoyens en donnant chaque année des cours sur le patrimoine dans les écoles. Finalement, le Collège d'architecture de Quito, véritable moteur d'initiatives, a choisi par de multiples actions de rendre visible le patrimoine architectural, d'en parler et de stimuler la fierté afin de lutter contre la méconnaissance, l'abandon et la détérioration progressive du centre historique.

Du nord au sud, de villes en villages, malgré les failles cuisantes de la gestion du patrimoine, la réhabilitation des édifices anciens sur l'ensemble du territoire a marqué mon passage. Ces initiatives, espérons-le, se propageront dans les nombreux autres édifices historiques sans vie du pays. ♦

Mélissa Mars est designer d'intérieur spécialisée en patrimoine.

Publications

HIVER 2020

CAP SUR LES ÎLES ET LEURS INSULAIRES

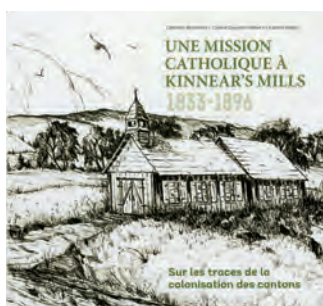


Harrington, Dorval, au Canot... Connaissez-vous ces îles qui jalonnent le fleuve Saint-Laurent? De la Côte-Nord jusqu'à la métropole, Olivier Pontbriand et Philippe Teisceira-Lessard, l'un photographe, l'autre journaliste, tous deux à *La Presse*, sont allés à la rencontre des insulaires. Pendant trois étés, ils ont croqué les superbes paysages qu'offre le Saint-Laurent et

recueilli les témoignages et souvenirs des résidents enracinés dans un environnement souvent hostile et isolé. Mais ces gens ne se verraient pas vivre ailleurs. Pourtant, sur l'île d'Entrée ou sur l'île Verte, on ne compte déjà plus d'enfants. Seront-elles encore habitées dans 10 ou 15 ans? *Le Saint-Laurent d'île en île* vous convie à un voyage au bout du monde, au fil du majestueux fleuve qui nous lie tous.

→ *Les Éditions La Presse*, 2019, 254 pages, 36,95 \$

UNE HISTOIRE D'IMMIGRATION

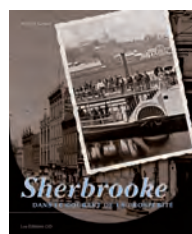


Une mission catholique à Kinnear's Mills, 1833-1896. Sur les traces de la colonisation des cantons lève le voile sur l'histoire de la première mission catholique à s'être implantée sur le territoire actuel de la MRC des Appalaches. Le livre raconte le difficile établissement des premiers colons irlandais

et canadiens-français catholiques dans un milieu protestant. Encore aujourd'hui, à Kinnear's Mills, il est possible de voir les ruines de la chapelle et du presbytère, le cimetière abandonné et une portion de l'ancien chemin Craig. Photos d'archives, cartes et illustrations enrichissent l'ouvrage, qui est un apport formidable à la diffusion de l'histoire régionale. Signé par Danielle Blanchet, gestionnaire de projet bénévole pour la Municipalité de Kinnear's Mills, Céline Dupont-Hébert, archéologues et Karine Pépin, historienne.

→ *Municipalité de Kinnear's Mills*, 2019, 72 pages, 15 \$

RALENTIR LE TEMPS



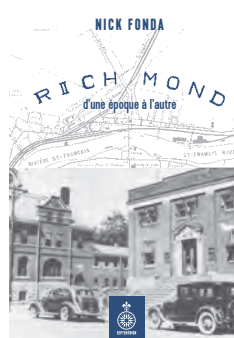
La collection « 100 ans noir sur blanc » s'est enrichie de trois publications dans les derniers mois. Toutes abondamment illustrées de photos d'archives, elles jettent chacune un éclairage précieux sur l'histoire d'un coin de pays. D'abord, Bernard Genest, ethnologue originaire de l'Estrie, présente *Sherbrooke. Dans le courant de la prospérité*. Il y transmet ses connaissances et celles de ses ancêtres pour ces paysages et ces lieux où ils ont vécu. Puis, *La Haute-Saint-Charles. Main dans la main*, produit par la Société d'histoire de La Haute-Saint-Charles grâce au travail de plusieurs bénévoles, raconte comment immigrants et Canadiens ont défriché et construit cet arrondissement de Québec, vieux de plus de 350 ans.

Enfin, *La Baie-des-Chaleurs. Les savoureux accents de la mer*, rédigé par l'historien Pascal Alain, invite à jeter un regard dans le rétroviseur collectif d'une région qui regorge d'histoires surprenantes illus-

trées par des photos anciennes.

→ *Les Éditions GID*, 2019, 208 pages, 34,95 \$

MOSAÏQUE D'ANECDOTES



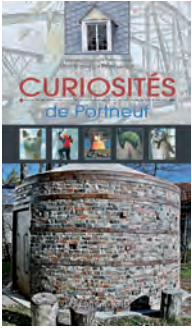
Séparé en 26 chapitres indépendants comme autant de fenêtres anecdotiques, *Richmond. D'une époque à l'autre* raconte les histoires et les légendes, anciennes et récentes, des Cantons-de-l'Est. Se déroulant sur une période de plus de 200 ans, ponctué de photos d'époque, le livre décrit les difficultés qu'ont rencontrées les premiers colons américains, ou explore certaines

questions d'actualité, comme la fluoruration. Son auteur, Nick Fonda, ancien président de la Société d'histoire du comté de Richmond et ex-journaliste à la pige, est bien connu de la communauté anglophone de la région. Il publie son quatrième ouvrage, mais le premier traduit en

français, ce qui donne l'occasion à un nouveau lectorat de le découvrir.

→ *Les Éditions du Septentrion, 2019, 228 pages, 27,95 \$*

CES HISTOIRES QU'ON CROYAIT OUBLIÉES

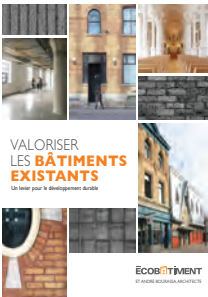


La collection « Curiosités » présente des sujets insolites sur différentes régions du Québec pour garder vivant le sentiment identitaire. Le septième ouvrage de la série, *Curiosités de Portneuf*, regroupe 100 histoires surprenantes, parfois même empreintes de mystère. Les deux absents du cimetière Woodend, cela vous dit quelque chose? Et la glacière naturelle de Montauban? Et le bateau immobile? Abondamment illustré, l'ouvrage vous

les raconte, dévoilant un récit inédit ou jetant un éclairage nouveau sur une légende longtemps restée nébuleuse. Voilà qui enrichit de belle façon l'histoire de Portneuf et contribue au sentiment d'appartenance de la population.

→ *Les Éditions GID, 2019, 220 pages, 24,95 \$*

ADAPTER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE



La rénovation et la transformation des immeubles ont un impact positif sur l'environnement et constituent des leviers majeurs dans la lutte contre les changements climatiques. C'est ce que soutient Écobâtiment, qui fait la promotion du bâtiment durable et vise à changer les comportements en matière de construction. En ce sens, l'organisation vient de faire

paraître *Valoriser les bâtiments existants*. L'ouvrage explore les retombées écologiques, sociales et économiques de la construction au Québec et détaille les avantages de miser sur la conservation des constructions comme stratégie de développement durable. Il présente également la réhabilitation des édifices comme un puissant levier d'action dans l'adaptation aux changements climatiques et la consolidation du tissu urbain. De bons arguments pour la préservation du patrimoine.

→ *Écobâtiment, 2019, 162 pages, 40 \$*

VARIATIONS SUR UN MÊME THÈME

De la rue de quartier jusqu'aux lieux majeurs du tourisme mondial, le patrimoine est partout. Réalisé sous la direction de Martin Drouin, Lucie K. Morisset et Michel Rautenberg, *Les confins du patrimoine* convie à une réflexion sur le sens que prend le patrimoine dans diverses dimensions et situations. Les



textes présentent une analyse des tensions entre diverses conceptions patrimoniales issues des milieux territorial, politique et culturel. Ces écrits mettent en lumière les discordances entre différents modes de gestion, les différenciations linguistiques, ou la perméabilité des conceptions du patrimoine entre les communautés culturelles. Une lecture instructive pour qui s'intéresse de près au patrimoine et cherche à le préserver.

→ *Les Presses de l'Université du Québec, 2019, 300 pages, 35,00 \$*

LE CAMPUS DE L'UQAM DÉVOILÉ



Réalisé entre 1972 et 1979, le campus de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), imbriqué dans le centre-ville de la métropole, est un témoin important de la profonde réforme de l'enseignement au Québec. À la demande du Service des immeubles de l'institution, l'endroit a récemment fait l'objet d'une recherche par l'organisme Docomomo. Abondamment

illustrée et bonifiée de photos d'archives, *Étude patrimoniale du campus de l'UQAM* retrace l'histoire de cette université et la construction de ses premiers pavillons, Hubert-Aquin et Judith-Jasmin. L'inclusion du clocher et du transept sud de l'ancienne église Saint-Jacques à l'ensemble est un des premiers exemples d'intégration de l'architecture ancienne aux constructions modernes. Preuve qu'il est possible de préserver le patrimoine tout en jouant d'audace.

→ *JFD Éditions, 2019, 185 pages, 32,95 \$*

LA TOPONYMIE COMME POÉSIE



Le territoire québécois contiendrait plus de noms de lieux qu'il y a de mots dans la langue française. Et chacun, chargé de sens, de poésie ou d'histoire, ouvre la porte sur une infinité d'univers. C'est vrai pour tous les toponymes. Dans l'essai *Nommer le monde*, Henri Dorion et Marc Richard, des spécialistes du domaine, en explorent une centaine. Présentés par ordre alphabétique, ils sont accompagnés d'autant de cita-

tions, de la Bible à Jacques Brel, de Baudelaire à Vigneault. Dans chaque cas, les auteurs illustrent la manière dont ces noms se déclinent, ici comme ailleurs, jusqu'à donner quelque 1200 exemples au fil de l'ouvrage. Ils font ainsi la preuve que « rien n'est nulle part » et que « les noms de lieux sont partout ».

→ *Les Éditions Fides, 2019, 187 pages, 27,95 \$*

Une vision pour les paysages

La chronique Point de mire reflète la position d'Action patrimoine dans certains dossiers chauds. Cet hiver, elle se penche sur les paysages culturels patrimoniaux.

En 1993, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) inscrivait le parc national de Tongariro, en Nouvelle-Zélande, sur la prestigieuse Liste du patrimoine mondial. Si cette désignation peut aujourd'hui sembler anodine, elle marquait le début d'une nouvelle ère dans la sauvegarde du patrimoine. En effet, ce site naturel devenait le premier lieu à bénéficier d'une protection juridique à titre de paysage culturel, catégorie que l'UNESCO avait intégrée, l'année précédente, à sa convention sur le patrimoine mondial. Les paysages culturels sont alors définis comme les «œuvres conjuguées de l'homme et de la nature». En septembre 2019, la Liste du patrimoine mondial en comptait 114.

Au Québec, l'organisation des États généraux du paysage en 1995 a mené à la création du Conseil du paysage québécois, puis à la Charte du paysage québécois. Malgré cet engouement pour ce type de patrimoine, il a fallu attendre l'année 2012 pour que les paysages culturels québécois obtiennent un statut de protection officiel (la désignation) en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (LPC). Toutefois, encore à ce jour, aucune désignation n'a été accordée. À la lumière des différentes démarches des municipalités désireuses de protéger cet héritage, Action patrimoine s'est interrogé sur la charge de travail que représente le processus de désignation, mais également sur les autres moyens de mettre en valeur et de protéger les paysages québécois.

Le patrimoine paysager, bien collectif

Le territoire du Québec se compose principalement de paysages agricoles, forestiers et maritimes. Afin de mieux comprendre les enjeux relatifs aux paysages culturels patrimoniaux, il faut d'abord en éclaircir le concept. S'il en existe plusieurs définitions, la LPC considère comme tel « tout territoire reconnu par une collectivité pour ses caractéristiques paysagères remarquables résultant de l'interrelation de facteurs naturels et humains qui méritent d'être conservées et, le cas échéant, mises en valeur en raison de leur intérêt historique, emblématique ou identitaire ».

Comprenons ici que le paysage est défini tant par les caractéristiques physiques du territoire que par le regard des individus et des groupes qui l'habitent ou l'observent. Cette dimension subjective peut générer un fort sentiment d'appartenance au sein des collectivités locales. Ainsi, la volonté de protéger un paysage peut avoir un effet rassembleur dans la population. La sauvegarde du patrimoine devient alors une activité motivée par le désir d'embellir le milieu de vie de tous.

Cet aspect collectif des paysages culturels, ainsi que leur étendue géographique, fait en sorte que leur préservation implique forcément un très grand nombre d'acteurs publics et privés. C'est ce qui a amené le ministère de la Culture et des Communications (MCC) à définir, à même la LPC, un processus de désignation distinct axé sur la reconnaissance collective des caractéristiques paysagères à préserver. Dès lors, pour être entérinée par

la ministre, la désignation d'un paysage doit reposer sur l'élaboration d'une démarche participative qui démontre l'adhésion de tous les acteurs aux caractéristiques emblématiques visées. Par la suite, sa mise en œuvre et son suivi doivent se faire par l'intermédiaire de l'adoption d'une charte des paysages, un document d'engagement des acteurs qui se base sur une adhésion morale plutôt que légale aux principes de préservation ou de mise en valeur préconisés.

Malgré cette volonté politique, comment explique-t-on l'absence de désignation, sept ans après la création d'un statut légal pour les paysages culturels patrimoniaux? Doit-on remettre en cause l'objectif de cet outil ou la démarche de désignation établie? Est-ce que la désignation d'un paysage culturel patrimonial permet à elle seule une réelle protection de celui-ci, une sensibilisation de l'ensemble des acteurs (élus, citoyens, professionnels, etc.) et une compréhension de l'enjeu global?

Vers une première désignation ?

La Municipalité de Rivière-Ouelle, dans le Bas-Saint-Laurent, effectue depuis 2013 des démarches afin que le paysage de son littoral, plus précisément celui de la pointe aux Iroquois et de la pointe aux Orignaux, obtienne la désignation de paysage culturel patrimonial. Les consultations publiques tenues dans le cadre de ces démarches ont permis d'inscrire les préoccupations et les objectifs des citoyens dans un plan d'action et de conservation des paysages.

Ces démarches devaient s'avérer relativement simples. Alors que plusieurs paysages



Le village de Grandes-Piles, en bordure de la rivière Saint-Maurice, est l'un des paysages patrimoniaux que l'organisme Culture Mauricie souhaite mettre en valeur.

Photo : Sébastien Larose

culturels couvrent de vastes territoires de compétence fédérale, provinciale et municipale, le projet de désignation de Rivière-Ouelle ne concernait qu'une seule municipalité, ce qui diminuait le nombre d'intervenants dans le dossier.

Toutefois, en dépit de la volonté collective, du travail acharné des personnes concernées et de l'accompagnement du MCC, certaines embûches ont ponctué le processus de désignation. Par exemple, les délais administratifs et l'ampleur des efforts à investir, tant en ressources humaines et financières qu'en temps, se sont avérés des défis importants pour la Municipalité. Voilà qui illustre bien la lourdeur des démarches nécessaires pour obtenir une reconnaissance du gouvernement. Cela pourrait expliquer, en partie, que le seul projet sur le point de se réaliser soit celui de Rivière-Ouelle. Pour que les plus petites municipalités, où les ressources humaines sont limitées, se lancent dans un tel processus, il faut que les retombées soient au moins proportionnelles aux efforts investis.

Tout au long de ses démarches, Rivière-Ouelle a dû préserver la cohésion entre les différents acteurs, notamment en mainte-

nant l'appui des élus et de la population. Mais comment conserver ces appuis à long terme une fois la désignation octroyée? La mise en œuvre du plan d'action et de conservation des paysages culturels dépend également de la mobilisation continue de toutes les parties prenantes, ce qui représente un défi futur pour la Municipalité.

En résumé, la volonté du gouvernement de reconnaître les paysages culturels comme un élément à part entière de notre patrimoine ne suffit pas. L'application de la LPC requiert aussi un consensus parfois complexe à obtenir des acteurs sur le terrain. En effet, les municipalités doivent travailler à partir d'objectifs communs et réunir plusieurs intervenants, un processus qui dépend trop souvent du bon vouloir de tout un chacun.

Une sensibilité à développer

Si la possibilité de désigner un paysage culturel patrimonial en vertu de la LPC apparaissait en 2012 comme une approche prometteuse, il semble aujourd'hui que cet outil ne parviendra pas à lui seul à assurer efficacement la protection du patrimoine paysager québécois. Il doit plutôt être accompagné d'initiatives de sensibilisation,

d'une part, et d'une vision gouvernementale plus large, d'autre part.

Les statuts de protection proposés par la LPC revêtent un caractère paradoxal. La valorisation de certaines richesses patrimoniales se fait parfois au détriment d'autres éléments qui n'obtiennent pas de protection. Certes, la désignation d'un paysage culturel patrimonial offre la possibilité de reconnaître sa qualité et ses caractéristiques paysagères remarquables. Mais qu'advient-il des paysages qui ne seront pas désignés ou qui ne feront pas l'objet d'une demande de désignation? Malheureusement, l'absence de protection officielle est parfois comprise comme une absence de valeur patrimoniale.

Pour pallier ce problème, des efforts de sensibilisation auprès du public s'imposent. À titre d'exemple, des organismes comme Paysages estriens valorisent l'importance du patrimoine paysager, et ce, sous l'angle de son apport au développement économique, culturel et touristique. Ce dernier a même publié un manuel de bonnes pratiques afin de guider les différents intervenants du milieu municipal. Plus à l'ouest, Culture Mauricie a réalisé en 2017 une série de capsules vidéo pour faire connaître les



Le secteur de la Pointe-aux-Orignaux, à Rivière-Ouelle, fait partie de la demande de désignation déposée par la Municipalité.

Source : Municipalité de Rivière-Ouelle

paysages patrimoniaux des différentes villes de la région. Partagées sur les réseaux sociaux, ces capsules ont été consultées par plus de 20 000 personnes.

Des rôles à redéfinir

Les initiatives régionales de mise en valeur, lorsqu'elles sont combinées aux démarches des municipalités visant à faire reconnaître leurs paysages culturels, contribuent grandement à conscientiser les différents acteurs à l'importance de la protection du patrimoine paysager. En effet, celle-ci ne peut être pleinement assurée sans la participation des décideurs de tous les domaines concernés : culture, aménagement du territoire, urbanisme, transports, environnement, etc. Pourtant, le MCC et les organismes spécialisés en patrimoine sont souvent perçus comme les seuls défenseurs de notre héritage bâti et paysager, alors que celui-ci relève de plusieurs ministères. Cette perception résulte peut-être d'un manque de vision globale de l'État. Par exemple, la Loi sur l'aménagement et l'urba-

nisme, qui relève du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ne mentionne qu'à deux reprises le terme *paysage*, et le fait essentiellement pour aborder la protection des vues ou l'aménagement d'espaces verts.

Il suffit d'examiner le cas d'un possible troisième lien reliant Québec et Lévis pour constater que la notion de patrimoine paysager est loin de toujours compter dans la prise de décision. Dans son scénario initial d'un pont entre les deux rives, le ministère des Transports omettait d'aborder la dimension patrimoniale de l'île d'Orléans. Encore à ce jour, rares sont les interventions mentionnant les répercussions paysagères que pourrait avoir la construction d'un tunnel sur les terres agricoles de l'est de Lévis. Puisque la LPC exige une reconnaissance collective de la valeur des paysages culturels patrimoniaux, l'appareil gouvernemental devrait, en retour, prendre la mesure du caractère transversal des enjeux associés à la notion de patrimoine. En ce sens, il faut regretter l'absence d'une définition gou-

vernementale commune utilisée par l'ensemble des ministères.

Bref, si la démarche de reconnaissance d'un paysage culturel, tout comme celle du patrimoine bâti, doit d'abord et avant tout recevoir un appui local, elle doit aussi émaner d'une vision globale claire. À cette fin, le MAMH doit jouer son rôle et promouvoir la préservation et la mise en valeur des paysages, notamment par la mise à jour, dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, des pouvoirs et des responsabilités des administrations locales en la matière. Il est également essentiel que les documents de planification locale soulignent l'importance des paysages.

Pour une prise de décision réfléchie

Produit des relations historiques entre un groupe, ses activités et un lieu, le paysage culturel est le témoin de l'évolution sociale, économique et culturelle d'un territoire. Il possède tant une valeur économique liée au développement du tourisme qu'une valeur environnementale, sociale et culturelle participant au maintien, voire à la création de cadres de vie de qualité.

La reconnaissance et la gestion des paysages culturels sous l'angle patrimonial obligent les pouvoirs publics à sortir des sentiers battus. Il faut encourager l'innovation et l'expérimentation en matière de processus et d'outils, et cela doit passer par la sensibilisation aux paysages culturels qui nous entourent. Un processus de désignation plus convivial pourrait certainement contribuer à la préservation des paysages. Toutefois, il importe avant tout que celle-ci devienne un élément incontournable à considérer dans les réflexions préalables à tout projet de développement du territoire. ♦

Renée Genest est directrice générale d'Action patrimoine, **Frédérique Lavoie**, agente Avis et prises de position de l'organisme et **Patrick Marmen**, consultant en design urbain et administrateur d'Action patrimoine.

ACTION PATRIMOINE

Action patrimoine est un OBNL qui agit à l'échelle nationale pour protéger et mettre en valeur le patrimoine québécois. Depuis 1975, l'organisme poursuit sans relâche une mission de sensibilisation, de diffusion de la connaissance et de prise de position publique pour la sauvegarde du patrimoine bâti et des paysages culturels du Québec. Le contenu de la chronique Point de mire relève du comité Avis et prises de position, composé d'au moins cinq professionnels de l'aménagement du territoire qui se réunissent chaque mois.

RENCONTREZ

LES ARTS DU TOUT-MONDE

« Bien plus qu'une galerie muséale, [...] un laboratoire expérimental, un outil pour penser et réenchanter le monde. »

— *The Art Newspaper France*



« La nouvelle aile [...] fait voler en éclats les habitudes de pensée. »

— *Le Quotidien de l'Art, France*

« Un voyage vers l'autre [...] 10 galeries qui se visitent l'une après l'autre sans qu'on ait l'impression de franchir, chaque fois, une frontière. »

— *La Presse*



« Une façon de relire notre histoire avec les lunettes du XXI^e siècle. »

— *ICI Radio-Canada, Téléjournal*

UN TOUR DU MONDE EN 1500 ŒUVRES D'HIER À AUJOUR'HUI

STÉPHAN CRÉTIER
STÉPHANY MAILLERY

Québec 

 MUSÉE DES
BEAUX-ARTS
MONTRÉAL



bglà

ARCHITECTURE | PATRIMOINE | DESIGN URBAIN
BGLA.CA/PROJET-PATRIMOINE

1435 RUE STE-CATHERINE O, MONTRÉAL, QUÉBEC 514 875-1168
50 CÔTE DINAN, QUÉBEC, QUÉBEC 418-694-9041
452 AVENUE ARNAUD, SEPT-ÎLES, QUÉBEC 418-961-1524

MOULIN DE LA RÉMY | CHARLEVOIX

CONNAÎTRE, COMPRENDRE, HABITER ET METTRE EN LUMIÈRE LE PATRIMOINE

